Nations Unies S/PV.8055



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

8055e séance

Lundi 25 septembre 2017, à 15 heures
New York

Président :	M. Alemu	(Éthiopie)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Zambrana
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Moustafa
	États-Unis d'Amérique	Mme Sison
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	Mme Gueguen
	Italie	M. Lambertini
	Japon	M. Bessho
	Kazakhstan	M. Umarov
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen
	Sénégal	M. Seck
	Suède	M. Skoog
	Ukraine	M. Fesko
	Uruguay	M. Bermúdez

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2017/783)

17-29832 (F)







La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2017/783)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Inde, Pakistan, Pays-Bas, République islamique d'Iran et Turquie.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Salahuddin Rabbani, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Guillaume Dabouis, Chef de la section politique de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2017/783, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M. Yamamoto.

M. Yamamoto (*parle en anglais*) : Alors que nous approchons du troisième anniversaire du Gouvernement d'unité nationale, je constate des progrès, des défis, qui restent redoutables, et également de nouvelles possibilités de participation politique en faveur de la paix.

Tout d'abord, je tiens à mettre l'accent sur certains domaines où des progrès ont été enregistrés dans le cadre des réformes fondamentales, et ce, en dépit des problèmes de sécurité actuels. Si ces réformes peuvent être consolidées et maintenues, elles renforceront sensiblement les bases d'un État afghan plus autonome. Les bonnes relations de travail entre le Président Ashraf Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah Abdullah ont beaucoup facilité le processus de réforme.

Les efforts déployés par le Gouvernement pour lutter contre la corruption ont commencé à porter leurs fruits, après de nombreuses années durant lesquelles cette question, qui affaiblit le Gouvernement, a été négligée. L'action la plus importante est menée sous les auspices du Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption, qui s'occupe de plus en plus de procès complexes impliquant de hauts responsables. Le Centre a achevé 21 procès en première instance et 14 en appel, ce qui lui a permis de mettre fin au problème de longue date de l'impunité de la corruption gouvernementale.

Le 5 octobre, un an exactement après la Conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan, de hauts fonctionnaires se réuniront à Kaboul pour examiner l'état d'avancement des engagements pris à Bruxelles. À cette réunion de hauts fonctionnaires, le Gouvernement afghan devra démontrer aux donateurs, y compris à leurs contribuables, et aux citoyens afghans que les programmes de réforme et de développement se traduisent par une réelle amélioration du bien-être de tous les Afghans. Au cours des préparatifs intensifs de la réunion, j'ai trouvé encourageante la participation active de tous les partenaires afghans et internationaux. Les partenaires internationaux doivent également démontrer leur solide engagement, et je compte beaucoup sur la participation la plus élevée possible de la part des capitales respectives des membres du Conseil.

Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la tenue d'élections législatives et d'élections des conseils de district en juillet prochain. La Commission électorale indépendante a terminé son évaluation des bureaux de vote, qui aurait concerné plus de 90 % des districts. La prochaine étape sera l'inscription des électeurs. Ces deux processus jetteront la base de ce qui constituera les réformes électorales les plus importantes depuis 2001 - l'établissement de listes électorales organisées par bureau de vote, et l'achèvement de l'opération d'inscription des électeurs sur les listes électorales.

Il est impératif que les élections se déroulent selon le plan arrêté. Des élections qui se tiennent au moment prévu renforceront la crédibilité du système et des institutions politiques. De nombreuses parties prenantes ont toutefois exprimé leur scepticisme quant à la possibilité que des élections crédibles puissent se

tenir à temps. La Commission électorale indépendante doit encore renforcer ses programmes de sensibilisation du public pour faire la preuve d'une urgence et d'une transparence accrues dans les préparatifs des élections. De nombreux hommes politiques et citoyens afghans de toutes les régions du pays m'ont dit à maintes reprises que leur pays ne peut endurer une autre élection comme celle de 2014. Les commissaires électoraux et leur personnel héritent certes d'une lourde responsabilité, mais les élections ne sont pas du seul ressort de la Commission électorale. L'indépendance des organismes de gestion des élections doit être respectée et le Gouvernement doit tout mettre en œuvre pour s'assurer que les élections aient bien lieu. La communauté internationale doit fournir un appui financier et technique, mais c'est la Commission électorale indépendante qui est l'élément moteur, et le temps passe vite.

L'annonce de la date des élections a suscité la création de nouvelles coalitions politiques, dont certaines sont très critiques envers le Gouvernement. Parce que les démocraties requièrent des oppositions responsables, cela peut être perçu comme une évolution constructive. Nombre de ces groupes recrutent des partisans de toutes origines ethniques d'une façon jamais observée auparavant et forment des coalitions nationales. Le risque, toutefois, est que leurs activités se transforment en actions visant à déstabiliser l'ordre constitutionnel, à promouvoir les divisions ethniques et géographiques ou à saper l'autorité de l'État. La nécessité d'éviter ce risque a été un élément constant de l'action de sensibilisation menée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) auprès de tous les acteurs politiques.

La situation en matière de sécurité continue d'être une source de préoccupation majeure. Le rapport du Secrétaire général (S/2017/783) décrit de façon détaillée les principales tendances en matière de sécurité. Avec la présence persistante de l'État islamique, aussi connu sous le nom de Daech, dans l'est du pays, et les informations faisant état de nouvelles activités de Daech dans le nord ainsi qu'à Kaboul même, la situation est devenue encore plus compliquée. Le coût humain de cette violence est élevé et affecte de façon disproportionnée les femmes et les enfants.

Selon les plans de sécurité afghans, d'ici à 2020 les forces afghanes auront acquis assez de puissance pour annuler les récents gains des Taliban. Entretemps, ces derniers continuent de résister aux appels à négocier avec le Gouvernement afghan. Au taux actuel de décès dus au conflit, d'ici à 2020 des dizaines de milliers d'autres Afghans auront été tués.

Au milieu de cette tragédie humaine, toutes les parties reconnaissent qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Le coût, notamment humain, du conflit en cours rend encore plus urgent le retour au processus de paix. Pour le dire franchement, les efforts déployés ces dernières années n'ont abouti qu'à peu de progrès. Nous voyons toutefois un regain d'intérêt et des efforts renouvelés en faveur de l'engagement politique pour la paix. L'annonce en août, par le Gouvernement des États-Unis, du maintien de son engagement comme exigé par les conditions sur le terrain a levé certaines incertitudes. Certains pays de la région et des pays jouant un rôle clef s'emploient activement à favoriser et à promouvoir l'engagement régional pour la paix.

Nous savons tous parfaitement que les préparatifs menant au processus de paix sont complexes et requièrent du temps et de la patience. Cet effort doit être pragmatique et souple, bien que fondé sur des principes, afin de veiller à ce que le processus politique visant à définir l'avenir du pays soit ouvert à tous. Ceci ne peut se faire que lorsque toutes les parties prenantes au conflit communiquent entre elles pour définir les contours d'un règlement mutuel. Sur cette base, la confiance peut s'instaurer et un processus peut se construire. Ce processus doit ménager la possibilité que les intérêts stratégiques des pays de la région soient pris en considération et il doit être bâti sur un consensus régional.

Je suis convaincu qu'un règlement politique est possible. Nous ne devons pas permettre qu'une autre saison de combats commence sans que des progrès soient accomplis vers des négociations de fond. Des occasions seront manquées, avec pour prix la mort de milliers d'Afghans et des pertes financières énormes. Je demande aux pays de la région de réévaluer en profondeur leur intérêt stratégique et de recommencer à travailler sur un processus de paix viable menant à une solution afghane au conflit. Si on le lui demande, l'ONU reste disposée à aider toutes les parties à atteindre cet objectif.

Un autre coût potentiel du conflit, c'est le recul des progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme. Les violences à l'encontre des femmes et des filles restent généralisées. La criminalisation des actes de violence à l'encontre des femmes, par décret législatif, attend encore d'être approuvée par le Parlement. L'implication actuelle des enfants dans les conflits armés reste un problème majeur. Sur une note

plus positive, je salue l'approbation officielle par le Gouvernement de la politique nationale de prévention et d'atténuation des pertes civiles. Je demande maintenant au Gouvernement de mettre en œuvre cette politique en élaborant un plan d'action structuré. Je suis encouragé par la candidature de l'Afghanistan au Conseil des droits de l'homme, et je forme l'espoir qu'elle servira à consolider les progrès faits dans le domaine des droits de l'homme en Afghanistan.

Je voudrais en venir à l'examen stratégique de la MANUA mené par le Secrétaire général à la demande du Conseil de sécurité. Cette entreprise nous a offert une nouvelle occasion de réfléchir plus profondément sur notre rôle, en particulier sur le caractère primordial de la quête de la paix. Nous attendons avec intérêt l'examen par le Conseil de sécurité des recommandations du Secrétaire général. En outre, toute la famille des Nations Unies en Afghanistan, comme l'a demandé le Président Ghani, est en train de mettre au point une stratégie novatrice pour fournir son aide au développement en étant unie dans l'action et en veillant à ce que cette aide soit pleinement alignée sur les priorités du Gouvernement. Le Président Ghani a bien accueilli notre proposition et nous travaillons maintenant encore plus étroitement avec son Bureau et d'autres parties clefs du Gouvernement pour mettre les choses en place rapidement.

Les recommandations issues de l'examen stratégique impliquent des coupes considérables dans la Mission. Nous mettrons en œuvre notre mandat avec plus de rigueur et une structure simplifiée. Au cours des deux derniers mois, je me suis rendu dans huit de nos 12 bureaux de terrain et j'ai rencontré des responsables gouvernementaux, des représentants de la société civile et le personnel de l'ONU. Ces visites ont clairement montré que la présence des Nations Unies est perçue comme très bénéfique à l'Afghanistan et à sa population. Je suis convaincu que la MANUA restera bien placée pour mener à bien ses tâches stratégiques et servir les intérêts du peuple afghan.

Pour terminer, je voudrais souligner combien il importe que les dirigeants afghans respectent leurs engagements et parviennent à des résultats concrets. Il faut faire des progrès en moins de quatre ans pour tirer le meilleur parti des engagements pris à Varsovie et à Bruxelles. L'Afghanistan doit montrer à ses donateurs qu'il ne s'est pas contenté de prendre des mesures pour parvenir à l'autosuffisance, mais qu'il a également fait des progrès importants à cet égard. J'espère que bientôt, l'Afghanistan ne sera plus considéré comme une source de menaces à la sécurité mondiale, mais comme une destination pour le commerce et les investissements.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yamamoto de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan.

M. Rabbani (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Éthiopie d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui sur la situation en Afghanistan.

Je me réjouis également de la présence de l'Ambassadeur Tadamichi Yamamoto parmi nous aujourd'hui. Je remercie l'Ambassadeur Yamamoto de son exposé, mais plus particulièrement, des efforts résolus qu'il déploie en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et de Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

C'est avec plaisir que je prends la parole devant le Conseil de sécurité – la toute première fois en ma qualité de Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan. C'est une occasion appropriée de remercier le Conseil de sécurité de son appui et de son attention à la situation dans mon pays depuis que nous nous sommes engagés, en 2001, sur la voie de l'édification d'un nouvel Afghanistan. Le peuple afghan attend beaucoup du Conseil, qui est le garant de la paix et de la sécurité internationales. Face aux multiples défis auxquels ils sont confrontés, les Afghans espèrent que la communauté internationale, les Nations Unies et le Conseil en particulier, prendront les mesures qui s'imposent pour les aider à obtenir ce qu'ils recherchent en vain depuis longtemps – le droit de mener une vie normale et de vivre dans la dignité, la paix et la sécurité.

Le moment est venu pour la communauté internationale de jeter un jour nouveau sur son engagement en Afghanistan. Comme le Président Ghani l'a déclaré dans son allocution devant l'Assemblée générale la semaine dernière,

> « Pendant trop longtemps, le conflit en Afghanistan a été perçu sous le prisme de la guerre civile. Mais cette guerre n'est pas menée sur notre territoire, mais au-delà de notre territoire (*A/72/PV.6*) ».

Le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent qui sévit en Afghanistan est le résultat d'une politique de longue date d'un État voisin dont le but est de maintenir l'Afghanistan dans une situation d'instabilité permanente.

Cela fait plusieurs décennies que l'Afghanistan fait face à cette menace, qui trouve ses origines dans des abris et des refuges offerts aux terroristes en dehors de mon pays.

Une perspective plus globale de la situation en matière de sécurité révèle que nos forces de sécurité sont engagées dans un combat de grande envergure contre des éléments de plus de 20 organisations terroristes internationalement reconnues. Grâce à l'appui résolu de nos partenaires internationaux, nos forces de sécurité mènent aujourd'hui ce combat avec plus d'efficacité et avec beaucoup de courage et de bravoure.

Les Taliban subissent de graves revers pour ce qui est des effectifs et du moral de leurs troupes et ne parviennent pas à contrôler durablement des territoires. C'est pourquoi leur modus operandi s'appuie principalement sur des attentats-suicides et d'autres attaques criminelles non conventionnelles contre notre peuple, nos infrastructures, nos personnalités publiques, nos mosquées et le personnel humanitaire international. Ces actes barbares constituent des crimes contre l'humanité – le dernier en date étant le massacre commis conjointement par les Taliban et Daech dans le village de Mirza Ulang dans la province de Sar-e Pol et les attaques qui ont pris pour cible des mosquées dans les provinces de Kaboul et de Hérat.

Je tiens également à souligner que les déclarations pleines d'exagérations faites par les Taliban concernant le pourcentage du territoire qu'ils contrôlent sont une forme de guerre psychologique. Nos forces de sécurité ont le dessus sur les groupes terroristes et extrémistes sur l'ensemble du territoire national. Cette tendance positive devrait se poursuivre avec l'appui soutenu de nos partenaires internationaux, qui permettra de renforcer davantage les capacités de nos forces de sécurité nationales et d'améliorer la prestation des services à nos populations.

En Afghanistan, nous appelons depuis longtemps à une approche internationale qui s'attaque aux causes profondes de l'insécurité dans notre pays. Nous notons avec satisfaction que ces dernier jours, on prend de plus en plus conscience de cet impératif au sein de la communauté internationale. Cette nouvelle dynamique représente une occasion sans précédent, qu'il faut saisir. À cet égard, je peux affirmer que la nouvelle stratégie des États-Unis pour l'Asie du Sud a donné de nouveaux espoirs à notre peuple dans tout le pays. Les Afghans de toutes les sphères de la société se tournent vers l'avenir avec un optimisme renouvelé, avec l'espoir que les menaces du terrorisme et de l'extrémisme qui pèsent sur l'Afghanistan et l'ensemble de la région seront combattues de façon plus adéquate.

À cet égard, nous nous félicitons du fait que la nouvelle stratégie prend dûment en compte l'impérieuse nécessité de s'attaquer au problème persistant des refuges et des abris offerts aux terroristes dans notre région et de déployer des efforts plus résolus pour mettre fin à l'appui politique, logistique et financier dont bénéficient les groupes terroristes. En outre, l'approche basée sur des conditions adoptée dans le cadre de cette stratégie a permis de lever certaines incertitudes en renforçant le message qu'il faut, à savoir que la communauté internationale maintiendra son engagement jusqu'à ce que la sécurité et la stabilité règnent en Afghanistan.

Nous demandons à tous nos partenaires au sein de notre région et au-delà de prendre conscience de ce qui est en jeu. Nous avons maintenant la chance de changer fondamentalement le statu quo dans notre intérêt commun. L'appui de la région sera d'une importance primordiale à cet égard. Ensemble, nous devons saisir cette occasion pour renforcer le consensus et nos partenariats, dans un esprit de coopération, afin de consolider le statut légitime de l'Afghanistan comme atout et cadre de cordialité pour tous.

Même s'il a été la cible d'actes de provocation, y compris des violations incessantes à travers la ligne Durand, l'Afghanistan a maintenu sa position de principe et demeure attaché au règlement des différends par le dialogue, la diplomatie et des moyens pacifiques. Cela est particulièrement vrai s'agissant de nos relations avec le Pakistan, qui, malheureusement, n'a pas réagi positivement jusqu'à présent, à ses propres frais, notamment en ce qui concerne sa réputation et sa position dans le monde.

Tout récemment, nous avons offert au Pakistan une autre possibilité de participer à un échange de vues exhaustif d'État à État sur la paix, la sécurité et la prospérité. Nous espérons que cette fois-ci, le Pakistan y participera dans un esprit constructif et ne refusera pas d'admettre les faits et n'essayera pas de les dénaturer comme nous nous y attendons. Même quand on en profite avec du retard, une occasion saisie est toujours mieux qu'une occasion ratée. Il y a actuellement plusieurs initiatives qui permettraient de mener des discussions fructueuses. Dans le même ordre d'idées, nous n'épargnerons aucun effort pour défendre notre pays, notre peuple, notre intégrité territoriale et notre souveraineté nationale.

Mettre fin à la violence signifie assurer la sécurité et le bien-être de nos citoyens. Le Gouvernement afghan a consenti des efforts considérables pour assurer une paix durable et pérenne à notre peuple. Les chances de faire la paix avec les Taliban dépendent d'un engagement authentique et constructif des pays de la région à l'appui d'un processus dirigé par l'Afghanistan. À cet égard, nous sommes d'avis qu'une mutation dans la conception du problème pourrait avoir une incidence importante et positive sur les efforts visant à faire la paix avec les Taliban. Il est possible de parvenir à des résultats positifs, en s'inspirant de l'accord conclu avec un autre groupe d'opposition armé. Nous sommes d'avis que la communauté internationale doit prendre les mesures qui s'imposent pour atteindre cet objectif.

Les institutions, les valeurs et les principes démocratiques sont à la base de tous les progrès réalisés en Afghanistan ces 17 dernières années. Nous sommes convaincus qu'une société démocratique dans laquelle les gens peuvent exprimer leurs idées, leurs griefs et leurs aspirations n'est pas un privilège, mais un impératif pour assurer la stabilité sociale. La consolidation de la démocratie et le renforcement des institutions demeureront des priorités du Gouvernement d'unité nationale. Notre peuple attend avec intérêt les élections législatives et les élections des conseils de district prévues pour l'année prochaine. La transparence, l'inclusivité et la crédibilité des élections seront d'une importance cruciale pour notre stabilité politique globale.

S'agissant des réformes, nous maintenons notre engagement de veiller à la mise en place d'institutions plus efficaces et responsables. Plusieurs hauts fonctionnaires ont fait l'objet de poursuites et ont dû répondre de leurs violations de l'état de droit. Ces affaires ont réaffirmé notre promesse d'éradiquer la corruption sous toutes ses formes et de renforcer la confiance du public en nos engagements de réforme. Cet effort se poursuivra à titre prioritaire, et nous attendons avec intérêt de mettre en relief les réalisations récentes dans ce domaine à la prochaine réunion des hauts responsables prévue à Kaboul pour examiner les engagements de réforme pris à Bruxelles.

Nous estimons que l'examen stratégique des activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan est une initiative indispensable pour assurer à l'ONU un rôle redimensionné qui lui permettre de mieux répondre aux besoins actuels du peuple afghan et qui corresponde davantage aux programmes prioritaires nationaux. Nous sommes heureux que la nécessité impérative d'un modèle basé sur l'initiative Unité d'action des Nations Unies, concernant la fourniture de l'aide au développement, ait été reconnue. Nous espérons disposer, d'ici à la fin de cette année, de conclusions propres à permettre à l'ONU de s'acquitter de ses tâches de manière plus efficiente.

Notre effort de stabilisation repose sur une action visant à enregistrer des progrès simultanés dans les domaines social, de la sécurité et du développement. En dépit de nos difficultés, nous faisons des progrès réguliers s'agissant de protéger et défendre les droits de tous nos citoyens, en particulier les femmes, les filles et les enfants. Notre détermination dans ce domaine important est illustrée par notre candidature à un siège au Conseil des droits de l'homme. Pour nous, l'attachement aux droits de l'homme implique de donner aux populations les moyens de vivre dans la paix et la sécurité, de connaître le succès et de réaliser leurs aspirations. Par-dessus tout, il implique de donner aux populations les moyens de vivre de manière honorable et digne.

Ce sont là des idéaux auxquels nous sommes foncièrement attachés. Notre siège au Conseil des droits de l'homme aura de nombreux avantages. Il nous permettra de consolider les acquis enregistrés en matière de droits de l'homme sur le plan national. Il nous permettra également d'être la voix des victimes du terrorisme et des dizaines de pays qui se trouvent en situation de conflit ou d'après-conflit. Nous prions instamment tous les États Membres de l'ONU d'appuyer notre candidature.

Pour terminer, je tiens, au nom de l'Afghanistan, à remercier le Conseil de sécurité et la communauté internationale de tout ce qu'ils ont fait et continuent de faire dans l'intérêt de la sécurité et de la stabilité de l'Afghanistan. Nous sommes à la croisée des chemins de notre entreprise commune. À l'approche de l'année 2018, il est impératif que nous saisissions tous l'occasion qui nous est offerte par le nouvel esprit qui marque l'engagement de la communauté internationale dans mon pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais pour commencer par souhaiter la bienvenue au Conseil à S. E. M. Salahuddin Rabbani, Ministre afghan des affaires étrangères, et je le remercie de sa déclaration.

Je tiens également à remercier le Représentant spécial Tadamichi Yamamoto de son exposé.

Nous sommes heureux d'avoir constaté certains progrès en Afghanistan s'agissant des préparatifs des élections et des évaluations y afférentes, notamment l'annonce que les élections législatives et les élections des conseils de district se tiendront le 7 juillet 2018. Dans le même temps, l'Afghanistan reste confronté à des difficultés profondes et nombreuses. La gravité de la situation dans le pays justifie une action renforcée de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement d'unité nationale en faveur de la paix et de la stabilité. Le peuple afghan et le monde comptent eux aussi sur l'ONU pour apporter un appui vital au développement, ainsi qu'au renforcement des institutions du pays.

C'est dans cet esprit que nous accueillons favorablement l'examen stratégique du Secrétaire général, qui permet de guider utilement les délibérations du Conseil. Le Conseil doit désormais engager des discussions sérieuses sur la manière d'intégrer ces recommandations dans le mandat de la MANUA. Ce serait là une excellente occasion d'adapter le mandat de la MANUA aux réalités qui prévalent actuellement sur le terrain. En tant que pays pilote concernant l'Afghanistan au Conseil, le Japon attend avec intérêt qu'un débat intense et interactif s'engage entre les membres du Conseil sur ces sujets et d'autres questions connexes.

Comme le note le Secrétaire général dans son rapport (S/2017/783), il n'y a pas eu de progrès notable en ce qui concerne le processus de paix au cours de la période considérée. Le Japon prend donc bonne note du rôle accru envisagé pour la MANUA, qui servira de médiateur impartial pour le processus de paix. L'ONU est susceptible d'apporter une contribution importante dans ce domaine, mais le Gouvernement d'unité nationale et les acteurs régionaux doivent s'efforcer d'instaurer un environnement propre à rendre la réconciliation possible.

Nous sommes informés des diverses initiatives régionales et internationales envisagées actuellement pour appuyer le processus de paix. Nous avons été encouragés par les discussions bilatérales engagées entre les dirigeants du Pakistan et de l'Afghanistan en juin pour renforcer la confiance au niveau régional. Nous espérons que ces initiatives et d'autres donneront des résultats positifs concrets, avec la participation de tous les pays clefs.

Par-dessus tout, le processus de paix et de réconciliation doit être dirigé et pris en charge par les Afghans, en donnant la priorité aux intérêts du peuple afghan. De ce fait, la proposition, issue de l'examen stratégique, de faire en sorte que les Nations Unies appuient une unité et une cohésion accrues au sein du Gouvernement d'unité nationale revêt une importance particulière. Le Secrétaire général a pris note de certaines améliorations récentes s'agissant de réunir le consensus, mais elles sont loin d'être suffisantes. Comme le Japon l'a noté au cours de séances d'information précédentes, il est urgent, pour le peuple afghan, que le Gouvernement parvienne à surmonter les rivalités entre factions afin de répondre aux besoins pressants du pays en matière de sécurité et de développement. Il est essentiel que les élections législatives et les élections des conseils de district aient lieu à la date prévue, qu'elles soient crédibles et se déroulent dans la sécurité.

Dans cet esprit, je voudrais également souligner l'importance des efforts visant à améliorer la sécurité dans le pays. Le Conseil et la MANUA ont publié d'innombrables déclarations à la presse condamnant les attaques effroyables qui ont visé les civils. La regrettable réduction du nombre d'agents diplomatiques et d'acteurs du développement en Afghanistan après l'attaque terroriste du 31 mai était peut-être inévitable, mais elle a eu un impact négatif tant sur les efforts internationaux que sur le peuple afghan. Nous attendons avec impatience que la sécurité soit renforcée et que la présence internationale soit rétablie dès que possible.

Nous avons beaucoup de travail à accomplir concernant l'Afghanistan. Une application intégrale de la résolution 2344 (2017) sera essentielle, de même qu'un engagement constant et productif de la communauté internationale et de toutes les parties prenantes. Le Japon réaffirme sa détermination à soutenir l'Afghanistan et à faire en sorte que la performance de la MANUA prenne plus d'ampleur.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial Yamamoto de son exposé. Nous remercions le Secrétaire général de son rapport spécial sur l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan(S/2017/696), et nous sommes heureux de compter parmi nous le Ministre des affaires étrangères Rabbani cet après-midi.

Cela fait 16 ans que les États-Unis et la communauté internationale ont lancé leur intervention en Afghanistan. En dépit de tous nos efforts, le coût

humain de ce conflit reste vertigineux. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan a dénombré plus de 5 200 victimes civiles pour le seul premier semestre de cette année. Plus de 1 600 de ces victimes ont perdu la vie et, fait tragique, 30 % de ces morts étaient des enfants.

Après tant d'années, après tant de sang versé et d'argent dépensé par les États-Unis, il est utile de rappeler ces statistiques. Mais si las que nous soyons de la guerre, c'est évidemment le peuple afghan qui paie le plus lourd tribut au conflit. La grande majorité des victimes civiles est due aux forces antigouvernementales. Leurs actions sont trop souvent aveugles et disproportionnées. Elles ravivent d'anciens griefs et en créent de nouveaux avec chaque jour qui passe.

Nous sommes et devrions être impatients d'en finir avec cette guerre. Dans son discours exposant la nouvelle stratégie des États-Unis en Asie du Sud, le Président Trump a indiqué que sa première intention était de se retirer de l'Afghanistan, mais après avoir étudié la question, il a conclu que les hommes et les femmes qui avaient tant sacrifié dans ce conflit méritaient de voir leur sacrifice honoré par la victoire. Tourner le dos à l'Afghanistan déshonorerait leur mémoire en laissant un monde encore plus dangereux que lorsque le conflit a éclaté.

C'est pourquoi nous nous félicitons des résultats de l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Il s'agit d'un moment opportun pour que l'ONU prenne du recul et veille à ce que sa mission en Afghanistan puisse continuer de jouer son rôle dans la promotion de la paix et de la prospérité. Le soutien de l'ONU aux réformes électorales, à la paix et à la réconciliation, aux droits de l'homme et aux questions touchant les femmes continuera d'être essentiel dans les années à venir. Nous attendons avec intérêt de continuer à collaborer avec le Représentant spécial, M. Yamamoto, et son équipe à l'appui de ces objectifs communs.

La nouvelle stratégie des États-Unis en Asie du Sud intervient également à point nommé, indiquant clairement qu'au bout du compte, les États-Unis et l'ONU partagent le même objectif global en Afghanistan, à savoir un règlement politique durable qui aboutisse à une paix pérenne. Les États-Unis continueront d'appuyer le Gouvernement afghan et les forces de sécurité dans leur lutte contre les Taliban et dans les efforts qu'ils déploient pour combattre Al-Qaida, l'État islamique d'Iraq et du Levant et d'autres groupes extrémistes. Nous ne cherchons pas à maintenir une présence militaire permanente en Afghanistan, mais nous sommes prêts à aider les forces afghanes aussi longtemps qu'il le faudra pour faire en sorte que les terroristes ne puissent plus jamais exploiter le territoire afghan comme un sanctuaire.

Notre message aux Taliban et à leurs partisans est clair : ils ne peuvent pas l'emporter sur le champ de bataille. La seule voie vers la paix passe par la négociation. Ils doivent renoncer à la violence, couper leurs liens avec le terrorisme international et accepter la Constitution afghane. Nous continuerons d'appuyer et d'encourager l'ouverture immédiate de pourparlers de paix entre le Gouvernement afghan et les Taliban, sans conditions préalables. Nous apporterons certes notre concours, mais les États-Unis sont attachés à un processus politique pris en charge par les Afghans pour régler le conflit en Afghanistan. La voie vers un règlement négocié existe. Les Taliban doivent choisir de l'emprunter.

Les voisins de l'Afghanistan peuvent également apporter leur aide. Un élément central de notre nouvelle stratégie en Asie du Sud est la reconnaissance du fait que la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan sont liées à la sécurité et à la stabilité de la région tout entière. Nous appelons tous les gouvernements de la région à soutenir le Gouvernement afghan et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour amener les Taliban à la table des négociations. Surtout, nous appelons également les voisins de l'Afghanistan et tous les pays de la région à cesser sans condition d'appuyer les groupes extrémistes armés et violents.

Enfin, nous sommes favorables à ce que des représentants du Conseil se rendent en Afghanistan dans les mois à venir afin d'évaluer sur place la situation politique et les conditions de sécurité. Étant donné le nombre de victimes que le conflit continue de faire et l'importance de l'Afghanistan pour la paix et la sécurité en Asie centrale, il est essentiel de voir ce conflit à travers les yeux de ceux qui le vivent tous les jours. Nous sommes tous impatients de mettre fin au conflit en Afghanistan, mais notre impatience peut être un atout si elle tient compte des souffrances du peuple afghan et qu'elle est tempérée par la nécessité de ne plus jamais laisser les terroristes utiliser l'Afghanistan comme un sanctuaire.

M. Bermúdez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé et de

tout son travail. Je salue tout particulièrement la présence du Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, M. Salahuddin Rabbani, à la séance de cet après-midi. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport (S/2017/783), qui souligne la complexité de la situation dans le pays, ainsi que de son rapport spécial (S/2017/696) sur l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). L'Uruguay salue le travail accompli par l'Envoyé spécial et le dévouement inlassable de l'ensemble du personnel de la Mission.

L'Uruguay réaffirme son appui au Gouvernement afghan et l'encourage à poursuivre ses efforts pour parvenir à une paix durable fondée sur les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'unité nationale. Il est essentiel de renforcer les institutions démocratiques afin d'instaurer la stabilité dans le pays. À cet égard, je tiens à souligner les progrès accomplis dans le processus électoral, ainsi que l'annonce des élections législatives et des élections des conseils de district qui se tiendront à la mi-juillet de l'année prochaine.

Les progrès réalisés par le Gouvernement afghan dans son programme de réformes prioritaires, tels que la lutte contre la corruption et l'impunité, sont encourageants. De même, les activités menées par le Gouvernement et ses partenaires pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que la représentation accrue des femmes au Haut Conseil pour la paix sont autant d'évolutions positives.

Néanmoins, nous sommes préoccupés par l'absence d'avancées sur la voie du processus de paix entre le Gouvernement et les Taliban. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. La paix ne peut être instaurée que par le dialogue et des négociations directes. Le meilleur moyen, et le plus efficace, d'affaiblir les terroristes passe par le dialogue, l'unité et la réconciliation entre les Afghans. Il est donc essentiel de faire tous les efforts possibles pour que des pourparlers s'ouvrent entre le Gouvernement et les Taliban. Sans la ferme volonté de toutes les parties, il ne sera pas possible de mettre fin à ce long conflit.

L'appui de l'ONU et de la communauté internationale au Gouvernement d'union nationale de l'Afghanistan reste crucial pour relever les grands défis politiques, économiques et de sécurité auxquels le pays est confronté dans ses efforts pour instaurer une paix durable. À cet égard, nous nous félicitons du Processus de Kaboul pour la coopération en faveur de la paix et de la sécurité, ainsi que de l'intérêt manifesté par les partenaires de l'Afghanistan de poursuivre cette initiative.

S'agissant de la MANUA, nous saluons l'initiative visant à coopérer avec des stations de radio locales dans des provinces, telles que Kandahar et Kounar, afin de mettre en place des espaces de dialogue pour les communautés avec la participation de chefs tribaux et religieux, de représentants des autorités provinciales et de femmes en vue de favoriser le dialogue et la médiation entre groupes rivaux.

Malgré tous les efforts déployés pour stabiliser les conditions de sécurité dans le pays, la situation demeure instable et s'est encore détériorée, avec de graves répercussions pour les civils, qui sont déjà dans une situation difficile et subissent directement les conséquences du conflit. L'Uruguay condamne les attaques terroristes perpétrées contre des mosquées dans les villes de Hérat et de Kaboul en août, causant la mort de dizaines de civils en prière. L'Uruguay condamne fermement ces attaques terroristes et toutes les autres qui ont été commises. Malheureusement, les combats se poursuivent, causant de nombreuses victimes parmi les civils, en particulier des femmes et des enfants innocents. Des milliers d'Afghans ont été déplacés de force et ont été contraints de fuir la violence dans leurs communautés. Selon le rapport du Secrétaire général, l'accès humanitaire, les travailleurs sanitaires et les établissements de santé continuent d'être gravement touchés.

L'Uruguay appelle toutes les parties au conflit à respecter les principes humanitaires, les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Dans le même temps, nous réitérons notre appel en faveur de la pleine application de la résolution 2286 (2016) sur la protection des blessés et des malades, des installations médicales et de leur personnel. Les attaques contre les hôpitaux et le personnel médical violent le droit international humanitaire et peuvent constituer des crimes de guerre. Ces crimes ne doivent pas rester impunis et leurs auteurs doivent en répondre. L'Uruguay renouvelle ses remerciements à tous les travailleurs humanitaires qui s'emploient dans des conditions extrêmement difficiles à dispenser des soins à la population afghane et qui continuent d'être victimes d'attaques sanglantes.

En conclusion, pour reprendre l'image utilisée par M. Yamamoto il y a quelques jours, nous avons besoin du concours de tous à tous les niveaux, que ce soit par le

biais d’accords ou de l’appropriation, afin de continuer à tisser cette grande tapisserie.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens à remercier M. Tadamichi Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour son analyse de l’évolution de la situation en Afghanistan. Nous avons, bien sûr, écouté attentivement la déclaration de M. Salahuddin Rabbani, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d’Afghanistan. Nous partageons un grand nombre des vues exprimées dans le dernier rapport trimestriel du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2017/783), et nous souhaitons ajouter les observations suivantes.

Nous sommes préoccupés par la détérioration de la situation militaire et l’incidence croissante du terrorisme en Afghanistan. Nous demeurons profondément préoccupés par les activités de la branche afghane de l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL) et par ses tentatives de s’implanter dans les provinces du nord. Selon nos estimations, ce groupe compte actuellement plus de 7 000 combattants dans le pays, ce qui est un chiffre impressionnant. Les ambitions expansionnistes de l’EIIL représentent une menace réelle à la sécurité de nos amis en Asie centrale et dans les régions du sud de la Russie. Nous ne pouvons pas non plus ignorer le problème des hélicoptères non identifiés dans le nord de l’Afghanistan, qui ont été repérés en train de fournir une aide aux combattants de l’EIIL. Cette situation doit faire l’objet d’une enquête approfondie et toute activité secrète doit s’arrêter immédiatement.

Le problème de la drogue en Afghanistan est en train de s’aggraver. Nous sommes préoccupés par l’augmentation constante de la superficie consacrée à la drogue et de la production de drogue. Les narcodollars représentent une proportion considérable des revenus des terroristes – jusqu’à 35 ou 40 % – en Afghanistan. Nous appelons donc à déployer davantage d’efforts internationaux pour lutter contre le commerce afghan de la drogue. Nous estimons qu’il est possible de renforcer la coopération à cet effet entre l’Afghanistan et l’Organisation du Traité de sécurité collective.

Malheureusement, nous sommes contraints de conclure que la présence importante et prolongée en Afghanistan de contingents militaires des États-Unis et de l’OTAN n’a pas aidé à stabiliser la situation militaire et politique. Nous nous posons également des questions concernant leur intention de réorienter leur tactique vers l’emploi de la force afin de faire pression sur l’opposition armée et les pays de la région. Comme nous le savons, cette approche n’a pas donné de bons résultats par le passé et n’a fait qu’aggraver le conflit.

Nous sommes convaincus qu’à ce stade, il faut privilégier les négociations, qui nous permettront de lancer le processus de réconciliation nationale dans les plus brefs délais. Il va sans dire que c’est à Kaboul de jouer le rôle principal dans ce processus, mais les partenaires internationaux qui fournissent un appui extérieur doivent coopérer sur un pied d’égalité et prendre en compte les intérêts nationaux de tous les pays de la région, sans exception. Malheureusement, en dépit de la présence de nombreuses entités internationales dans cette région, nous n’avons pas atteint l’objectif principal de faire participer les Taliban aux négociations de paix. Dans ce contexte, nous devons envisager le format de Moscou pour les consultations sur l’Afghanistan – selon lequel presque toutes les parties intéressées, y compris les pays d’Asie centrale, participent – en tant que plateforme optimale pour l’organisation de pourparlers de fond sur la réconciliation nationale et l’instauration d’un dialogue direct entre Kaboul et les Taliban. Nous estimons que ce format est pleinement conforme aux exigences mentionnées.

Nous demeurons convaincus que la MANUA joue un rôle important dans la coordination de l’aide internationale à l’Afghanistan, et nous prenons note du rapport spécial du Secrétaire général sur l’examen stratégique de son mandat (S/2017/696). Cependant, il convient de souligner la prise de conscience mondiale croissante de l’importance du contexte régional dans le règlement de la crise afghane, et par conséquent la nécessité de mobiliser le potentiel que présentent des entités bien établies dans la région, en particulier l’Organisation de Shanghai pour la coopération. Nous espérons que la revitalisation du Groupe de contact international pour l’Afghanistan de l’Organisation de Shanghai pour la coopération, dont la première réunion est prévue le 11 octobre, portera ses fruits.

M. Moustafa (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d’abord à exprimer notre gratitude et notre appréciation à M. Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général, et à souhaiter la bienvenue à S. E. M. Rabbani, Ministre des affaires étrangères de l’Afghanistan, que je remercie de son précieux exposé.

Le rapport du Secrétaire général (S/2017/696) sur l’examen stratégique de la Mission d’assistance

des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), conduit pour évaluer les opérations, les activités et l'efficacité de la Mission, montre le rôle important que joue l'ONU en Afghanistan.

À la lumière de l'augmentation sans précédent du nombre d'incidents de sécurité et d'actes de terrorisme commis par les Taliban, l'État islamique d'Iraq et du Cham et d'autres organisations terroristes enregistrée cette année, il semble que les efforts internationaux et nationaux ne suffisent pas à éliminer ces organisations. Il importe de mettre en place une stratégie intégrée sur les plans politique, sécuritaire, économique et social, qui soit dirigée par le Gouvernement afghan et appuyée par les pays voisins et les partenaires internationaux, avec l'ONU à leur tête. Sur la base des liens traditionnels qui unissent l'Égypte à l'Afghanistan ainsi que de l'influence mutuelle et des liens étroits entre la situation politique et sécuritaire en Asie centrale et au Moyen-Orient, nous réaffirmons notre appui au Gouvernement afghan, à sa guerre contre le terrorisme et aux efforts qu'il déploie pour élargir son contrôle et sa souveraineté sur tout le territoire national. Nous apprenons avec satisfaction les arrangements et les préparatifs dans l'optique des élections prévues pour le milieu de l'année prochaine. Nous appuyons également les efforts internationaux et régionaux visant à appuyer le développement socioéconomique du pays, notamment la réinstallation et la réhabilitation des personnes déplacées et des réfugiés.

Le commerce de la drogue reste la principale source de financement du commerce des armes en Afghanistan, et il est donc la source la plus dangereuse d'appui aux groupes extrémistes et aux organisations terroristes, que ce soit sur le plan financier ou militaire. Les intérêts et les liens entremêlés des réseaux criminels organisés et des terroristes se situent au coeur des problèmes auxquels sont confrontés l'Afghanistan et toute la région d'Asie centrale. Il importe donc d'intensifier les efforts internationaux et régionaux et de les coordonner avec ceux du Gouvernement afghan pour lutter contre le trafic de drogue dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. À cet égard, nous tenons à souligner le rôle précieux que pourraient jouer l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les organisations régionales compétentes.

Les recommandations formulées dans l'examen stratégique de la MANUA, ainsi que les déclarations de M. Rabbani et de M. Yamamoto, reflètent la nécessité de définir une nouvelle vision dans la recherche d'une paix globale. Ces recommandations et ces approches soulignent la nécessité urgente de consolider et de pérenniser la paix, les Nations Unies travaillant de concert avec l'Afghanistan dans la période à venir. Il est donc important d'associer les éléments fondamentaux du mandat de la MANUA – c'est-à-dire les aspects politiques, économiques, sociaux et institutionnels – à une mise en œuvre orientée vers une approche globale afin de surmonter les défis qui existent actuellement en Afghanistan, compte tenu notamment du fait que le pays dépend des subventions de la communauté internationale, lesquelles représentent plus de 60 % du budget du Gouvernement. Nous croyons que la composition principale de la MANUA au cours de la prochaine période devra comprendre des ressources et des compétences qui viseront principalement à renforcer les capacités des institutions afghanes afin d'améliorer l'aptitude de l'État à s'acquitter de ses responsabilités, à maintenir la sécurité, à créer des emplois, à revitaliser l'économie et à offrir des services de base à la population afghane. Cet objectif exige une coordination et une coopération étroites entre la MANUA, les différentes composantes des Nations Unies présentes et le secteur du développement en Afghanistan.

Conformément à ce que j'ai dit ici, au travers de son Agence de partenariat pour le développement, l'Égypte s'est engagée à fournir des cours de formation spécialisés avancés au personnel de sécurité et de police afghan. En outre, mon pays a envoyé des experts en langue arabe à l'Université de Kaboul et a accordé une attention particulière aux domaines de la justice, de la culture, des soins de santé et des soins infirmiers, de l'agriculture et de l'irrigation et du secteur bancaire. L'Égypte continue d'offrir une aide humanitaire au peuple afghan. Nous demandons à la communauté internationale de soutenir l'Afghanistan et de comprendre que la stabilité du pays est la clé de la stabilité en Asie du Sud et centrale. C'est le message que l'Égypte a pris soin de souligner lors de sa participation la semaine dernière aux réunions des hauts responsables du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », qui se sont tenues en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale.

Nous croyons que la MANUA peut jouer un rôle central en continuant à mobiliser la communauté internationale et à l'aider à se concentrer sur les priorités que sont l'établissement et la pérennisation de la paix, ainsi que l'élimination des causes de l'instabilité. L'instabilité ne peut pas devenir l'inévitable destin de l'Afghanistan..

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : la Chine se félicite de la convocation de cette séance publique sur l'Afghanistan. Elle se félicite également de la présence de S. E. M. Salahuddin Rabbani, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan. Nous remercions également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, pour son exposé.

La paix et la stabilité en Afghanistan ont une incidence directe sur les intérêts fondamentaux du peuple afghan, ainsi que sur la sécurité, la stabilité, le développement et la prospérité de la région. La Chine applaudit les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour sauvegarder la stabilité nationale, faciliter la réconciliation nationale et promouvoir le développement économique. La Chine souligne le rôle important des pays voisins et de la région sur la question de l'Afghanistan, un pays qui continue de faire face à un certain nombre de problèmes politiques, économiques et de sécurité. Pour aider l'Afghanistan à surmonter ces défis, la communauté internationale doit continuer à fournir un soutien ferme dans les domaines suivants.

Premièrement, le maintien de la paix et de la stabilité constitue la base de la reconstruction et du développement économique de l'Afghanistan. La communauté internationale doit continuer de soutenir la capacité des Forces nationales de sécurité afghanes et contribuer à la capacité du pays à se défendre afin de pouvoir réagir efficacement aux menaces telles que le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et le trafic de stupéfiants. Nous sommes favorables à un rôle actif de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et d'autres acteurs pour aider l'Afghanistan à lutter contre le terrorisme. La communauté internationale doit intensifier sa coordination et sa coopération en matière de lutte contre les éléments terroristes en Afghanistan.

Deuxièmement, le dialogue politique est la seule solution viable à la question de l'Afghanistan. Les acteurs en Afghanistan doivent mettre en avant les intérêts à long terme du pays et le bien-être de son peuple et participer activement au processus de réconciliation. La communauté internationale doit continuer à promouvoir la réalisation d'un règlement politique large et inclusif, contrôlé et dirigé par l'Afghanistan. De plus, la communauté internationale doit impliquer toutes les parties afghanes concernées dans la reprise rapide des pourparlers de paix. Nous nous félicitons de l'assistance fournie par les pays de la région.

Troisièmement, le renforcement de la gouvernance est une garantie importante pour le processus de paix et de reconstruction en Afghanistan. En fin de compte, les affaires afghanes doivent être traitées par le peuple afghan lui-même. Tous les acteurs politiques du pays doivent réaliser l'unité et résoudre leurs différends par le dialogue et la consultation. La communauté internationale doit respecter pleinement le droit des Afghans à choisir leur système politique et leur voie de développement en toute indépendance. En outre, sur la base de la stratégie nationale de développement et des besoins réels de l'Afghanistan, la communauté internationale doit fournir une assistance ciblée au Gouvernement afghan en vue d'améliorer sa capacité à gouverner.

Quatrièmement, l'intégration dans le développement régional constitue une voie importante vers la réalisation de la paix et de la reconstruction en Afghanistan. La communauté internationale doit s'acquitter de ses promesses d'assistance et soutenir l'Afghanistan dans la promotion du développement économique et social. Avec ses ressources uniques et ses avantages géographiques, l'Afghanistan bénéficie de grandes perspectives pour les efforts de coopération régionale. La résolution 2344 (2017) du Conseil de sécurité et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale stipulent que toutes les parties doivent créer une communauté d'avenir commun dans un esprit de coopération et de principe profitable à tous, et promouvoir le développement économique de l'Afghanistan et la coopération régionale à travers l'initiative « Une Ceinture et une Route ».

La Chine a pris note du rapport spécial du Secrétaire général sur l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (S/2017/696), présenté officiellement en août en application de la résolution 2344 (2017). Nous espérons que, grâce à cet examen, l'ONU sera en mesure d'optimiser et de redéfinir les tâches de la Mission conformément à la situation actuelle, de maximiser l'allocation des ressources, et d'améliorer les processus de gestion ainsi que la capacité de la Mission à faire face à des situations complexes. La Chine salue le travail accompli par la MANUA et espère que la Mission respectera la souveraineté, le rôle directeur et l'appropriation de l'Afghanistan, et qu'elle continuera à faciliter le processus de réconciliation politique et à promouvoir le développement économique du pays. Par ailleurs, la Chine espère que la MANUA jouera un rôle positif en aidant l'Afghanistan à rétablir la stabilité, à promouvoir la réconciliation nationale, à améliorer la gouvernance et à favoriser le développement économique.

La Chine continuera d’appuyer le travail de la MANUA. La Chine a toujours joué un rôle constructif dans la promotion du processus de réconciliation en Afghanistan. Au cours d’une récente visite du Ministre chinois des affaires étrangères, M. Wang Yi, en Afghanistan et au Pakistan, nos trois pays sont convenus d’établir un mécanisme trilatéral de dialogue au niveau des ministres des affaires étrangères, d’appuyer la relance du Groupe de coordination quadrilatéral entre l’Afghanistan, le Pakistan, la Chine et les États-Unis et de réactiver le Groupe de contact Organisation de Shanghai pour la coopération-Afghanistan pour l’Afghanistan. L’Afghanistan et le Pakistan ont également accepté de mettre sur pied un mécanisme bilatéral de gestion des crises. La Chine continuera d’appuyer le renforcement des capacités de sécurité en Afghanistan ainsi que les efforts du pays pour promouvoir le développement socioéconomique. La Chine est prête à collaborer avec la communauté internationale à l’instauration rapide de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général Tadamichi Yamamoto pour son exposé d’aujourd’hui. Avant toute chose, je tiens à exprimer ma gratitude et celle de mon gouvernement pour le travail que lui et son équipe fournissent dans des conditions extrêmement difficiles. Je remercie également le Ministre afghan des affaires étrangères, M. Rabbani, de sa déclaration.

Comme M. Rabbani et M. Yamamoto l’ont dit clairement, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d’oublier l’Afghanistan. Malgré plusieurs années de progrès, le pays continue d’être confronté à de graves problèmes de sécurité et de développement, et le coût humain des années de combats et de violence ne fait que s’alourdir. Notre travail n’est donc pas terminé, et il est évident que la Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a encore un rôle essentiel à jouer.

L’Afghanistan aujourd’hui ne ressemble plus à ce qu’il était il y a 10 ans, et il est donc parfaitement justifié que la MANUA change aussi, pour s’adapter aux réalités actuelles sur le terrain. Nous nous félicitons donc de l’examen auquel il a été procédé pour définir la manière dont la Mission peut mieux soutenir l’Afghanistan, en conformité avec les priorités du Gouvernement. Nous partageons une grande partie de l’analyse faite dans l’examen stratégique, l’accent étant mis sur la rationalisation du travail de la Mission autour d’un ensemble de résultats ciblés. Le rapport du Secrétaire général (S/2017/696) contient un certain nombre de recommandations qui devraient renforcer le travail de la Mission. Le tout maintenant est de les mettre en œuvre.

Nous allons continuer de travailler en lien étroit avec la MANUA sur les questions de la coordination des donateurs, de l’état de droit, de la lutte contre la corruption et de la promotion des droits de l’homme, en particulier les droits des femmes. Nous nous félicitons que l’importance de la présence civile nationale, dans le cadre du réseau d’agents de terrain de la MANUA, ait été reconnue. Le Royaume-Uni appuie fermement une présence nationale forte. Ces agents sont un symbole important pour les communautés locales. Ils auront également un rôle à jouer pour la bonne tenue des élections en 2018 et 2019 et pourront contribuer à appuyer les négociations de paix locales à l’avenir.

Le rapport énonce trois priorités stratégiques, qui sont la stabilité politique, la paix et le développement socioéconomique. Nous estimons que mettre l’accent sur l’appui à un processus de paix dirigé par les Afghans est la bonne marche à suivre. Ce n’est qu’avec la mise en place d’un processus de paix crédible que l’Afghanistan peut avancer. Nous avons tous un rôle à jouer à cet égard, y compris l’ONU. Nous espérons donc vivement que les membres du Conseil de sécurité pourront s’entendre sur la modification du mandat de la MANUA afin de prendre en compte ces recommandations. Cela permettrait à la MANUA d’être mieux à même de se concentrer sur la tâche essentielle consistant à soutenir le processus de paix. Nous attendons avec intérêt de discuter de cette question avec les membres du Conseil au cours des semaines à venir.

Avant de conclure, je voudrais dire un mot sur les conclusions de l’examen de la stratégie des États-Unis en Asie du Sud. Le Royaume-Uni et les États-Unis sont de proches partenaires en Afghanistan, et nous nous félicitons de l’engagement à long terme des États-Unis à l’égard du peuple et du Gouvernement de ce pays. Malgré les difficultés dont nous avons beaucoup entendu parler aujourd’hui, nous estimons qu’il est important de continuer à fournir un appui sur des questions telles que la sécurité, le développement et la gouvernance. C’est impératif pour édifier un État afghan stable et réduire la menace terroriste pour nous tous.

Il est dans notre intérêt à tous que l’Afghanistan soit un pays plus sûr et plus prospère. C’est pourquoi nous avons annoncé en juin le renforcement de notre contingent et confirmé que nous allions financer l’appui

au développement à hauteur d'un milliard de dollars d'ici à 2020. Nous accueillons également positivement la réaffirmation du fait qu'en dernier ressort, les négociations entre le Gouvernement afghan et les Taliban sont le seul moyen de parvenir à un règlement politique. Nous encourageons par conséquent le Ministre des affaires étrangères Rabbani et ses collègues du Gouvernement à saisir cette occasion pour tendre la main aux Taliban afin de mettre en place un processus de paix crédible. Nous devons à la population afghane, qui a tant souffert au cours de ces décennies de violence, de tout mettre en œuvre pour instaurer un processus de paix. Il nous incombe à tous, au sein du Conseil et plus largement à l'échelle du système des Nations Unies, mais aussi, bien sûr, au niveau du Gouvernement afghan, d'appuyer un tel processus de paix.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Nous nous associons à la déclaration qui sera faite plus tard au nom de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques remarques au nom de la Suède.

Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier le Représentant spécial Yamamoto pour son excellent exposé d'aujourd'hui et pour le travail qu'il accomplit avec son équipe. Nous nous félicitons également vivement de la présence de M. Rabbani aujourd'hui.

Au fil des 15 dernières années, des progrès impressionnants ont été accomplis dans la consolidation des institutions démocratiques afghanes et la protection des droits de l'homme et des libertés civiles pour le peuple afghan. Dans le même temps, le niveau élevé de violence qui persiste demeure une préoccupation majeure. Comme l'a souligné le Secrétaire général, la multiplication des attaques sectaires est très préoccupante. Les civils en Afghanistan continuent de payer de manière disproportionnée le prix du conflit. Les statistiques montrent que ce tribut ne diminue pas. L'année 2016 a vu un nombre record de victimes civiles en Afghanistan, y compris une augmentation du nombre de femmes et d'enfants tués ou blessés. C'est ensemble de nous devons essayer de remédier à cet état de fait, et nous appelons toutes les parties à faire le maximum pour protéger les populations civiles, à titre prioritaire.

Édifier des sociétés pacifiques et inclusives n'est pas chose aisée. Cela nécessite la patience, le courage et la détermination de tous. Un règlement politiquement négocié au conflit en Afghanistan est le seul moyen de parvenir à une paix durable. Il est donc impératif que les deux parties prennent d'urgence des mesures pour engager un dialogue en vue de parvenir à un règlement politique et de mettre un terme à la violence. Ceux qui ont une certaine influence sur les Taliban ont une responsabilité particulière à cet égard.

Les tensions régionales continuent de compromettre la stabilité et la croissance économique à long terme de l'Afghanistan. L'engagement soutenu et constructif des pays de la région sera essentiel pour une solution durable. Toutes les parties prenantes, en particulier les pays voisins, doivent prendre leurs responsabilités et oeuvrer de concert à une paix durable. Le Processus de Kaboul pour une paix et une réconciliation véritables doit être soutenu, y compris par l'ONU et toutes les autres organisations.

Nous appuyons pleinement les efforts du Gouvernement pour mettre en place un processus de réforme afin de garantir des institutions fortes et indépendantes et un processus démocratique solide. Nous attendons beaucoup du programme de réforme du Gouvernement et de sa mise en œuvre. Les élections à venir sont un élément clef de cet effort. Nous nous félicitons du fait qu'une date pour les élections des conseils de district et les élections législatives a été fixée. L'ONU a un important rôle d'appui à jouer, mais c'est avant tout aux autorités afghanes qu'incombent la responsabilité et la tâche de faire en sorte que les élections soient crédibles.

Depuis 2002, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a joué un rôle essentiel à l'appui du peuple afghan. Nous accueillons favorablement l'examen stratégique de la MANUA et ses recommandations, en particulier l'accent important mis sur la prévention des conflits et le maintien de la paix, qui marque la reconnaissance du fait que le conflit n'est pas terminé en Afghanistan. Malgré nos efforts, y compris le travail inlassable de la MANUA et de l'ensemble du système des Nations Unies, le pays n'est pas encore entré dans une phase post-conflit. Par conséquent, il demeure absolument prioritaire de continuer à mettre l'accent sur l'appui aux efforts de paix. Avec la nouvelle stratégie des États-Unis, il existe aujourd'hui une occasion à saisir s'agissant d'intensifier les efforts diplomatiques et politiques.

Des mesures concrètes doivent être prises pour renforcer la mise en œuvre du Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité. Comme le recommande le Secrétaire général, la MANUA a un rôle important à jouer à l'appui d'un processus de paix inclusif, dirigé et contrôlé par les Afghans, y compris les femmes, conformément à la Constitution. Nous

nous félicitons également de l'intention de transférer le poste de Conseiller principal pour l'égalité des sexes au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, comme indiqué dans le rapport sur l'examen stratégique de la Mission (S/2017/696), et nous attachons beaucoup d'importance à l'intégration de ces questions dans les rapports de la MANUA.

Pour honorer les importantes responsabilités de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan, les dirigeants de la MANUA et l'équipe de pays des Nations Unies doivent tirer pleinement profit de l'examen et appliquer pleinement ses recommandations, et ce, dans l'esprit de l'initiative Unité d'action des Nations Unies et du programme de pérennisation de la paix, en travaillant de manière coordonnée pour la paix, le développement, les droits de l'homme et l'aide humanitaire. Les améliorations socio-économiques et les prestations de services dans l'ensemble du pays restent d'une importance fondamentale pour maintenir l'appui et l'élan nécessaires au processus de paix.

Depuis plus de 30 ans, la Suède appuie fermement le peuple afghan. Conformément à l'approche adoptée par le Secrétaire général, nous avons adapté nos politiques et notre appui très concret pour nous concentrer davantage sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix, notamment par une formation à la médiation dispensée aux femmes afghanes. Je tiens à assurer le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan qu'alors que le peuple afghan entame cette prochaine phase des efforts pour la paix, il peut compter sur l'appui constant de mon pays aux efforts de consolidation de l'État et de la paix pour un Afghanistan prospère et pacifique.

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) **:** Je m'associe aux précédents orateurs et remercie le Représentant spécial du Secrétaire général Yamamoto de son exposé. Je saisis cette occasion pour le remercier, ainsi que tous les membres et le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), du dévouement avec lequel ils ont mené à bien leurs tâches dans des conditions difficiles. Je remercie également le Ministre des affaires étrangères Rabbani de son exposé substantiel, et je lui souhaite de réussir dans ses efforts pour apporter la paix et la stabilité à son pays.

Le récent rapport du Secrétaire général (S/2017/696) fournit des évaluations réalistes et un important aperçu du travail de la MANUA et de l'équipe de pays des Nations Unies en Afghanistan. Surtout, il contient des recommandations constructives qui sont cruciales pour maximiser le potentiel de tous les efforts et ressources de l'ONU et de la communauté internationale. Le Kazakhstan attend avec intérêt les délibérations sur ces recommandations et leur application ultérieure, qui nous permettraient de tirer profit des avantages comparatifs de l'ONU, et qui permettraient à la communauté internationale d'appuyer la reconstruction et le développement de l'Afghanistan.

Sur le plan politique, je tiens à réaffirmer le ferme appui du Kazakhstan aux efforts de réconciliation et de réintégration engagés par le Gouvernement afghan. Nous saluons également l'engagement et les efforts constants du Gouvernement afghan pour relever les défis politiques, économiques et de sécurité auxquels le pays est de plus en plus confronté. Nous considérons qu'ils sont un solide témoignage de l'aspiration de l'Afghanistan à instaurer l'unité et la stabilité nationales, qui pourraient contribuer à la stabilité de la région.

Le Kazakhstan note également avec satisfaction les progrès encourageants qui ont été accomplis sur le plan de la question électorale et la crédibilité acquise, particulièrement avec la fixation au 7 juillet 2018 des élections législatives et locales. Nous saluons leur caractère inclusif, transparent et participatif.

Nous exhortons le Gouvernement à mettre en œuvre rapidement ses stratégies progressives, telles que le plan quadriennal de réforme du secteur de la sécurité et bien d'autres dans différentes dimensions, qui, selon nous, renforceront davantage la capacité des institutions nationales.

Le Kazakhstan réaffirme qu'un règlement politique pacifique est la seule façon d'instaurer une paix et une stabilité durables dans le pays. Nous gardons l'espoir que des pourparlers pertinents reprendront dès que possible. Cela doit être un processus dirigé et contrôlé par les Afghans.

Malgré certaines avancées positives, le Kazakhstan reste inquiet de la fragilité et de l'instabilité de la situation en matière de sécurité dans le pays. Comme le reflète le rapport du Secrétaire général (S/2017/783), le conflit s'est poursuivi sans relâche dans tout le pays au cours de la période considérée. En outre, l'augmentation considérable des incidents violents impliquant les groupes qui se sont autoproclamés affiliés de l'État islamique d'Iraq et du Levant – province du Khorassan et les Taliban ont entraîné de nouvelles épreuves pour les

Afghans, ainsi que la mort de nombreux civils innocents. Le Kazakhstan appuie fermement toutes les initiatives régionales et mondiales, notamment les efforts déployés par les organisations régionales pour apporter la paix et la stabilité à l'Afghanistan.

Le Kazakhstan salue les tendances positives des efforts actuels pour lutter contre les stupéfiants en Afghanistan. Les pays de la région ainsi que les organisations régionales sont activement engagés à relever le défi. Nous approuvons également les mesures importantes qui ont été prises pour respecter et par la suite adopter les normes internationales de traitement des troubles liés à l'usage de drogues élaborées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation mondiale de la Santé. J'ai également le plaisir de déclarer que, durant l'intersession, dans le cadre de la coopération régionale sur la lutte contre les stupéfiants, mon pays a accueilli une réunion du Groupe de travail régional chargé du renseignement sur les précurseurs, qui s'est tenue à Almaty, au siège du Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale pour la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs.

Le Kazakhstan est convaincu qu'à ce stade, il reste impératif que l'ONU et la communauté internationale continuent d'appuyer, d'encourager et d'aider l'Afghanistan, par des efforts de reconstruction et de redéveloppement visant à reconstruire le pays. Leurs activités politiques et de développement doivent être davantage conformes aux priorités fixées par le Gouvernement afghan. Nous sommes encouragés d'apprendre que le Gouvernement afghan donne la priorité au développement social et économique de l'Afghanistan, et que les entreprises internationales participent largement à la mise en œuvre de projets économiques concrets. Nos efforts ont pour but premier d'aider l'Afghanistan à donner l'image d'un partenaire attractif avec un grand potentiel. Nos frères et sœurs afghans ont besoin de projets conjoints, de la création d'emplois et de mesures propres à faciliter un développement de la communication et du commerce.

Tous les États d'Asie centrale sont attachés au développement d'une coopération à long terme avec l'Afghanistan et d'échanges interrégionaux dans les domaines de l'infrastructure, du transit et du transport, de l'énergie et autres, de manière à contribuer à l'intégration de l'Afghanistan dans la coopération commerciale et économique de notre région en tant que nouveau modèle de relations avec ce pays frère.

En conséquence, mon pays propose une nouvelle approche, fondée sur le lien entre sécurité et développement. Cette approche est basée sur notre hypothèse que le développement économique créera les conditions préalables à un règlement politique et à une solution aux problèmes de sécurité. Nous tenons à souligner une fois de plus qu'il ne peut y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans sécurité.

L'escalade du conflit continue de toucher gravement le sort pénible des enfants. L'Afghanistan a pris de nombreuses mesures louables pour garantir que ses forces de sécurité nationales ne recrutent pas d'enfants. Le Gouvernement encourage également la mise en place de lignes directrices d'évaluation de l'âge qui, nous l'espérons, seront largement suivies. Toutefois, le Kazakhstan est alarmé par le fait qu'au cours de la période considérée, un grand nombre d'enfants ont compté parmi les victimes des conflits – jusqu'à 50 garçons auraient été recrutés par Daech – et salue les efforts conjoints déployés par la MANUA et l'UNICEF pour s'attaquer à ce problème. Les attaques contre les écoles et le personnel éducatif représentent également une tendance alarmante, car elles empêchent l'accès à l'éducation et le retour à la normalité. À cet égard, nous exhortons le Gouvernement à rester attaché à la pleine application de ses plans d'action et de ses plans par étapes, et à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants.

Enfin, le Kazakhstan constate avec satisfaction que la MANUA et le Gouvernement afghan ont maintenu un étroit partenariat entre eux ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, ce qui est essentiel pour garantir une paix et une stabilité durables dans le pays. Nous espérons que cela mènera à une collaboration plus productive et efficace à l'intérieur du pays, et au sein du système des Nations Unies et de la communauté internationale. Je termine en réaffirmant l'engagement sincère du Kazakhstan à appuyer le Gouvernement afghan dans sa lutte pour instaurer la paix, la sécurité et la stabilité.

M. Fesko (Ukraine) (*parle en anglais*) **:** Je remercie le Représentant spécial Yamamoto de son exposé et j'exprime ma gratitude au Ministre des affaires étrangères Rabbani pour sa présence et ses observations.

Le tableau global tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général (S/2017/783) ranime des sentiments déconcertants et suscite de nouvelles inquiétudes sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Nous saluons le ferme engagement du Gouvernement d'unité nationale et les

mesures qui ont été prises pour promouvoir le processus de paix inclusif mené et dirigé par les Afghans, qui engloberait, entre autres, les factions des Taliban qui se montreraient ouvertes aux négociations. Nous saluons également les efforts de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan en appui aux initiatives du Gouvernement, ainsi que le fait qu'elle facilite la consolidation de la paix au niveau local.

Toutefois, malgré tout, il n'y a pas eu d'avancée notable dans les efforts visant à ouvrir des négociations. Nous approuvons que la Commission électorale indépendante ait annoncé que les élections locales et législatives attendues depuis longtemps se tiendraient en 2018, et qu'elle ait présenté de solides propositions pour garantir la crédibilité du processus électoral au moyen, entre autres, de procédures permettant de vérifier l'identité des électeurs et de l'introduction de technologies relatives à la gestion des bureaux de vote et des résultats. Pourtant, aucune décision politique n'a été prise au sujet de la mise en œuvre de ces propositions.

Il faut se féliciter que le Gouvernement ait sérieusement tenu compte du fait que l'appui financier international à l'Afghanistan – essentiel pour que la situation socioéconomique du pays ne cesse de s'améliorer – dépend de la bonne mise en œuvre de la politique de lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants. Vu que la corruption a gangréné toutes les facettes de la vie du pays, les mesures draconiennes prises par le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption pour s'attaquer à ce problème complexe sont une évolution dont il faut se féliciter. La mise en oeuvre de ces mesures requiert une dynamique puissante et, plus important encore, un engagement politique à tous les niveaux de l'administration locale et centrale.

Nous nous félicitons aussi des efforts sincères faits par la Commission afghane indépendante des droits de l'homme pour promouvoir et surveiller le respect des droits de l'homme et pour enquêter sur les atteintes à ces droits. En particulier, nous nous félicitons de l'ouverture d'une enquête nationale sur la protection des droits des victimes des conflits armés et du terrorisme. Nous demandons au Gouvernement afghan de coopérer pleinement avec la Commission à cet égard, ainsi que d'enquêter sur les exactions commises contre les femmes, les enfants et les défenseurs des droits de l'homme.

Le terrorisme reste un défi de longue haleine en Afghanistan. Bien qu'il ait été en partie réduit par les opérations militaires afghanes et internationales, il reste de plus en plus diversifié. Les tentatives des Taliban de reprendre le contrôle d'un certain nombre de zones stratégiques, de lignes de communication et d'infrastructures essentielles, ainsi que leurs attaques contre des établissements de santé, les contraignant à fermer, doivent être considérées comme des actes de terreur. L'influence qu'exercent continuellement les Taliban sur les affiliés régionaux d'Al-Qaida, dont les combattants de la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan ont intégré leurs rangs, accroissant ainsi leurs capacités militaires, est extrêmement préoccupante. Les tentatives de l'État islamique d'Iraq et du Levant d'étendre sa présence dans le nord du pays sont également inquiétantes.

Dans ce contexte, je tiens à souligner qu'il importe que les partenaires internationaux de l'Afghanistan mènent des actions concertées pour réduire les activités terroristes, faciliter le retour en toute sécurité des réfugiés et promouvoir le relèvement économique du pays.

Bien qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit, une dimension militaire est essentielle. À cet égard, nous saluons l'annonce récente par les États-Unis d'une nouvelle stratégie pour l'Afghanistan ainsi que la réaffirmation par les autres pays membres de l'OTAN de leur engagement vis-à-vis de l'Afghanistan, qui devraient contribuer à accroître l'efficacité de l'action antiterroriste menée par les forces nationales de sécurité et de défense afghanes.

Toutefois, sans dialogue constructif entre tous les acteurs régionaux et sans leur participation pratique à l'effort visant à éliminer les sanctuaires des terroristes et à priver ces derniers des sources de financement, en particulier le trafic de drogues, tous ces accomplissements seront sans effet. Ce double jeu ne doit plus être toléré.

L'ONU joue un rôle clef dans les efforts visant à faire de l'Afghanistan un pays stable et prospère. Vu l'état actuel des choses, nous avons besoin d'une MANUA forte et en mesure de remplir efficacement les responsabilités qui sont les siennes au titre de son mandat. À cet égard, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2017/696) sur l'examen stratégique de la MANUA et exprimer notre appui à sa rapide mise en œuvre. Entre autres tâches principales, la Mission doit fournir des services de médiation en appui au processus de réconciliation nationale, promouvoir les réformes, la bonne gouvernance, le respect des droits

de l'homme et l'état de droit, et appuyer les projets humanitaire et de développement.

Le prochain cycle électoral 2018-2019, ainsi que l'évolution du climat politique dans le pays qui s'ensuivra, exigeront aussi que la MANUA se concentre en particulier sur l'efficacité de toutes ses composantes, plus particulièrement ses présences sur le terrain. Néanmoins, nous sommes tout à fait d'accord avec le Secrétaire général que si la situation sur le terrain reste de plus en plus dangereuse et fragile, la sécurité du personnel de la MANUA doit certainement rester une priorité.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que l'Ukraine appuie résolument la MANUA. Ses activités en Afghanistan sont essentielles pour jeter les fondements solides de la paix, de la sécurité et de la prospérité dans le pays et dans toute la région.

Mme Gueguen (France) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto, pour son exposé éclairant et, à travers lui, rendre à nouveau hommage aux personnels des Nations Unies qui travaillent dans des conditions difficiles en Afghanistan. Je remercie également chaleureusement M. Salah Eddine Rabbani, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, pour sa présence et pour son intervention.

La France s'associe d'avance à la déclaration qui sera prononcée au nom de l'Union européenne. Je m'en tiendrai à quatre remarques principales.

Tout d'abord, l'accroissement du niveau de violence et la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire en Afghanistan qui en résultent restent une source de préoccupation majeure pour la France. Comme le rappelle le rapport (S/2017/783) du Secrétaire général et comme l'ont souligné les orateurs précédents, la population afghane demeure la première victime de ce conflit et, parmi elle, les femmes et les enfants continuent de payer le plus lourd tribut. Les forces afghanes, dont je tiens ici à saluer l'engagement et le courage poursuivent leurs opérations et font d'importants progrès. Toutefois, les confrontations armées et les attaques terroristes répétées continuent de déstabiliser fortement l'ensemble du pays. À cet égard, la France prend très au sérieux l'implantation et la prolifération des groupes armés et terroristes en Afghanistan et dans la région. La France partage la détermination des autorités afghanes et de nos alliés à lutter contre le terrorisme et elle salue toute décision qui contribue à cet objectif, dans le respect du droit international, à l'instar de la nouvelle stratégie des États-Unis pour l'Afghanistan et l'Asie du Sud-Est. Pour réussir, cet effort antiterroriste doit également être appuyé par l'ensemble des pays de la région.

La situation humanitaire déjà particulièrement fragile est aggravée par le conflit et la chute de l'économie. Le retour massif de réfugiés en provenance du Pakistan et de l'Iran est un véritable défi pour les autorités afghanes. Sur ce point, la France encourage le Gouvernement afghan à poursuivre les efforts engagés en vue de garantir un traitement égal de tous les réfugiés et de toutes les personnes déplacées, et salue l'action remarquable menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Deuxième remarque, ce contexte sécuritaire et humanitaire extrêmement volatile rend l'unité du Gouvernement afghan et sa persévérance dans les réformes plus que jamais essentielles. Il ne peut y avoir d'autre voie que celle de la cohésion, du rassemblement et de la détermination collective à approfondir et à consolider la démocratie afghane. La poursuite des réformes engagées avec l'objectif d'instaurer une gouvernance plus efficace et mieux à même de servir la population doit demeurer une priorité. Cela concerne en particulier la réforme électorale. Des avancées ont été effectuées dans ce domaine, et la France salue en particulier l'annonce de la tenue des élections législatives le 7 juillet 2018. Les préparatifs engagés par la Commission électorale indépendante doivent se poursuivre, avec le soutien de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour permettre la tenue d'élections libres et transparentes à la date prévue. Les réformes entamées en matière de lutte contre la corruption et contre le trafic de stupéfiants, qui continuent d'alimenter l'insurrection talibane, doivent elles aussi être poursuivies avec détermination. Sur le plan des droits de l'homme, enfin, la situation des femmes et des enfants reste encore très précaire. Il est essentiel que les autorités afghanes continuent de se mobiliser pour mettre pleinement en œuvre leurs engagements en faveur des droits des femmes et de la protection des enfants.

Troisième point à mettre en exergue, la stabilisation de l'Afghanistan passera par une solution politique négociée et par une réconciliation nationale. La France souhaite que le processus de paix puisse être réengagé par les acteurs afghans dès que possible, avec le soutien des pays de la région et de la communauté internationale. L'engagement sincère et le soutien sans

ambiguïté de tous les voisins de l'Afghanistan en faveur de la paix est indispensable. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des engagements concrets.

Dans ce contexte, et ce sera ma quatrième remarque, conforter le soutien des Nations Unies, et en particulier de la MANUA, à l'Afghanistan n'a jamais été aussi important. La France remercie le Secrétaire général et ses équipes pour le travail très sérieux mené dans le cadre de l'examen stratégique de la MANUA. Nous soutenons les recommandations formulées, qui doivent permettre de rationaliser l'action. La proposition de recentrer les tâches de la Mission est particulièrement bienvenue, qui lui permettra de distribuer son effort sur quatre piliers : la contribution à l'établissement de la paix en Afghanistan; la facilitation de l'engagement des pays de la région; la modération et soutien au dialogue entre le Gouvernement et les forces politiques afghanes; et la coordination des donateurs internationaux.

Qu'il me soit permis de conclure en réitérant le plein soutien de mon pays au Gouvernement afghan et à l'action menée par les Nations Unies en Afghanistan dans la quête d'une paix durable et d'une vie dans la sûreté et de la dignité pour tous les citoyens et citoyennes d'Afghanistan.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observateur de l'Union européenne cet après-midi. Je voudrais néanmoins faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Tout d'abord, nous remercions le Secrétaire général de son rapport (S/2017/696) et nous nous félicitons vivement de l'examen stratégique. Nous remercions le Représentant spécial Yamamoto de son exposé détaillé, et à l'instar d'autres orateurs, nous voudrions saluer les efforts inlassables de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) visant à promouvoir la paix et à coordonner l'assistance de la communauté internationale dans des conditions extrêmement difficiles.

L'Italie salue la présence de S. E. M. Salahuddin Rabbani, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan. Je le remercie de son exposé. J'espère que c'était le premier de nombreux autres exposés.

Nous sommes toujours témoins d'une exacerbation incessante de l'intensité du conflit en Afghanistan et de ses conséquences terribles, notamment les lourdes pertes en vies humaines, en particulier parmi les plus vulnérables, comme les femmes et les enfants. Les terroristes représentent toujours une menace grave et dangereuse pour la stabilité du pays, comme nous l'avons vu lors des attaques ignobles et dévastatrices qui ont eu lieu ces derniers mois.

Face à cette situation, nous devons renouveler notre appui collectif aux efforts déployés par le Gouvernement d'unité nationale pour instaurer la paix et la stabilité dans le pays. Face à la violence acharnée des Taliban et des groupes terroristes, les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes continuent de jouer un rôle essentiel en vue de sauvegarder les progrès considérables réalisés en Afghanistan depuis 2001. Nous rendons hommage à leur courage et à leur dévouement.

L'Italie réaffirme son engagement à continuer de former, de conseiller et d'aider les forces de sécurité afghanes dans le cadre de la mission Soutien résolu de l'OTAN. Toutefois, pour instaurer durablement la paix et la sécurité dans le pays, il faut parvenir en fin de compte à une solution politique grâce à des négociations entre le Gouvernement et les groupes d'opposition armés, dans le cadre d'un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans, qui respecte la Constitution du pays. Les partenaires de l'Afghanistan devront apporter un appui sans faille et concret à ce processus. Par conséquent, nous nous félicitons de la nouvelle stratégie des États-Unis pour le pays, qui confirme l'intention d'œuvrer en faveur de ce résultat ultime. Nous nous félicitons également de l'engagement renouvelé des États-Unis en faveur de la lutte contre le terrorisme plus généralement. Dans ce contexte, les acteurs régionaux auront un rôle crucial à jouer. Il faut une coopération sincère et constructive de la part de tous les acteurs régionaux, dans le cadre d'une lutte commune et résolue contre le terrorisme et pour promouvoir des conditions propices à la paix et à la stabilité en Afghanistan.

L'Italie appuie toutes les initiatives diplomatiques, comme le processus de Kaboul, visant à améliorer la coopération. Nous partageons également l'objectif visant à rechercher un consensus national autour des processus de paix et de réconciliation, ce qui exigera la participation active et inclusive de tous les secteurs de la société afghane, y compris les femmes, dont le rôle revêt une importance particulière à cet égard. À cette fin, nous appelons à la mise en œuvre intégrale du plan d'action national relatif à la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité.

Par ailleurs, il est tout aussi important dans le cadre du processus visant à instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan que le Gouvernement

et ses institutions gagnent la confiance pleine et entière des citoyens en exerçant une bonne gouvernance et en répondant aux besoins du pays en matière de développement. Ceci est d'autant plus important compte tenu des taux alarmants de pauvreté et de chômage, en particulier chez les jeunes. Pour ce faire, il faudra mettre en œuvre intégralement des réformes internes. Nous saluons les progrès importants réalisés dans le cadre du processus électoral. Toutefois, il faut régler plusieurs questions importantes en suspens pour que les prochaines élections soient entièrement transparentes et crédibles. Il faut continuer de lutter contre la corruption avec une détermination sans faille. Nous constatons que des résultats positifs ont déjà été obtenus à cet égard grâce à l'action menée par des institutions comme le Bureau du Procureur général et le Centre de justice pénale chargé de la lutte contre la corruption.

La promotion et la défense des droits des femmes continueront d'être une priorité absolue, de même que l'autonomisation totale des femmes au sein de la société afghane. Il convient de déployer des efforts supplémentaires pour s'assurer qu'il n'y a aucun risque de régression dans ce domaine.

La réunion des hauts fonctionnaires qui doit se tenir prochainement à Kaboul sera une excellente occasion d'évaluer les progrès réalisés à l'aune des objectifs de la réforme, dans le cadre d'un partenariat entre l'Afghanistan et ses donateurs, qui a été réaffirmé l'année dernière lors de la conférence de Bruxelles. L'engagement de la communauté internationale à contribuer à la paix, à la stabilité et à l'autosuffisance de l'Afghanistan et de ses habitants demeure inébranlable et l'Italie est déterminée à continuer de participer intégralement à ce processus.

M. Seck (Sénégal) :La délégation sénégalaise voudrait commencer par saluer la participation et la contribution positive à cette séance d'information de S. E. M. Salahuddin Rabbani, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Afghanistan. Ma délégation voudrait également remercier Monsieur Tadamichi Yamamoto, Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUA), et toute son équipe pour l'action remarquable qu'ils sont en train de déployer sur le terrain pour aider les Afghans à se retrouver mais aussi dans la perspective de la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen stratégique de la MANUA, décidé par le Conseil de sécurité.

Comme les orateurs précédents, la délégation sénégalaise s'inquiète de ce que la situation sécuritaire demeure délétère avec l'intensification des affrontements armés ainsi que les attaques-suicides, lesquels, nous dit le rapport du Secrétaire général (S/2017/783), ont augmenté de 5% par rapport à la même période de l'année dernière, faisant de très nombreuses victimes, surtout parmi les femmes et les enfants.

Dans le même temps, l'atmosphère politique nous semble de plus en plus tendue, notamment avec l'annonce de la tenue des prochaines élections parlementaires mais aussi locales dans les conseils de districts, pour juillet 2018. Pour compliquer la situation, les organisations terroristes, comme Daech, en profitent largement pour renforcer leur ancrage dans le territoire, s'adonnant en même temps à toutes sortes d'activités criminelles, y compris le trafic de drogue. Pour autant, il y a lieu de se féliciter de l'amélioration lente mais continue des relations de coopération avec les pays voisins ainsi que du soutien constant de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan, y compris les Nations Unies et le Conseil de sécurité, par l'entremise de la MANUA.

Devant l'ampleur du coût humain du conflit en Afghanistan, le Sénégal condamne fermement ces attaques contre les civils – je le répète, dont la plupart des victimes sont des femmes des enfants – et rend hommage ici à tous les personnels de santé, aux travailleurs humanitaires, aux soldats de la Coalition qui continuent de s'engager en Afghanistan au prix de leur vie. À ce sujet, la protection des femmes mérite une attention particulière. Voilà pourquoi le Sénégal lance un appel aux donateurs pour une intensification du soutien au Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité.

Réaffirmant l'impérieuse nécessité de protéger les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte, cibles principales des attaques-suicides, conformément au droit international des droits de l'homme, je voudrais saluer le lancement par la Commission afghane indépendante des droits de l'homme d'une enquête sur la protection des droits des victimes des conflits armés et du terrorisme et relever l'intérêt qu'il convient d'attacher à ses conclusions.

La situation difficile de l'Afghanistan pose la question essentielle de la réforme du secteur de la sécurité à l'effet de renforcer les capacités opérationnelles des Forces armées afghanes, relever le défi de la corruption, améliorer le commandement militaire et concilier les

opérations militaires avec les objectifs politiques sur le long terme. L'action de la MANUA est essentielle à cet égard. Cette réforme est d'autant plus importante que les forces afghanes font face à une diminution de leurs effectifs en raison des nombreuses désertions mais aussi en raison des difficultés liées au recrutement. Dans ce contexte, il est encourageant d'enregistrer la décision prise lors de la dernière rencontre des Ministres de la défense de l'OTAN d'augmenter les troupes de la mission Soutien résolu ainsi que le choix du Président des États-Unis, M. Donald Trump, de maintenir les forces américaines en Afghanistan dans le cadre de la nouvelle stratégie américaine dans ce pays.

Comme dans la plupart des pays en conflit, la sécurité et la stabilité en Afghanistan resteront pour longtemps tributaires de ses relations avec ses voisins. C'est pourquoi le Sénégal se réjouit de l'amélioration continue de la coopération entre l'Afghanistan et le Pakistan, avec notamment la mise en place d'un mécanisme de gestion de crise pour une communication d'urgence, ainsi que la conclusion d'un accord pour la conduite d'opérations le long de la frontière. Participe également de cette dynamique encourageante la coopération avec les pays d'Asie centrale, y compris dans le domaine du transport et des communications, et aussi avec la République islamique d'Iran pour la conclusion d'un accord de coopération stratégique.

Autant de développements positifs permettront à la MANUA de mieux se consacrer à sa mission d'accompagnement des parties prenantes afghanes pour construire ensemble, par la voie du dialogue et de l'action politique, un Afghanistan enfin sécure et stable, surtout en cette période de préparation des élections de 2018. Les réformes courageuses engagées par le Gouvernement afghan permettent d'entretenir l'espoir à cet égard.

M. Zambrana (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : La Bolivie remercie de son exposé le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, M. Yamamoto, et nous profitons de cette occasion pour lui exprimer tout notre appui dans l'exécution des tâches qui lui ont été confiées. Nous souhaitons également la bienvenue au Ministre afghan des affaires étrangères, S. E. M. Salahuddin Rabbani, et nous le remercions des informations qu'il nous a fournies.

Sur le plan politique, nous reconnaissons les efforts importants déployés par le Gouvernement et le peuple afghans pour faire avancer le processus électoral qui leur permettra de renforcer leurs mécanismes démocratiques, et nous renouvelons notre engagement à défendre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. Nous rappelons le caractère interdépendant des défis qu'affronte l'Afghanistan, ainsi que les progrès durables réalisés en matière de sécurité, de développement et de gouvernance, qui se renforcent mutuellement. Nous soulignons la détermination du Gouvernement à mettre en œuvre le Plan quadriennal de réforme du secteur de la sécurité, qui vise à renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes en dépit des difficultés auxquelles elles sont confrontées en ce qui concerne la rétention de leurs membres.

Nous pensons qu'il est indispensable de les renforcer et de les unifier pour lutter contre la menace de la déstabilisation et, surtout, contre la barbarie de l'État islamique d'Iraq et du Levant, dont nous condamnons les attaques et les agissements criminels dans les termes les plus forts. Malheureusement, au cours de la période considérée, il a été constaté une augmentation du nombre d'attaques contre les installations civiles, telles que les écoles et les centres de formation, ainsi que des attaques contre le personnel médical et humanitaire et les centres de soins médicaux; et pour la seule période de janvier à août de cette année, 86 incidents auraient été enregistrés, soit le double des incidents signalés durant toute l'année 2016, dont le nombre était de 41. À cet égard, la Bolivie tient à réitérer sa condamnation la plus ferme de tous les actes de terrorisme, qui sont des actes criminels injustifiables, quels qu'en soient le lieu, l'époque et les auteurs.

Par ailleurs, selon le rapport du Secrétaire général (S/2017/783), le déploiement de l'assistance humanitaire a fait l'objet de restrictions aléatoires de la part des diverses parties au conflit et, depuis le mois de janvier de cette année, on a enregistré 214 incidents qui ont coûté la vie à 12 travailleurs humanitaires et sanitaires. À cet égard, nous rappelons aux parties et acteurs impliqués dans le conflit qu'ils sont tenus de permettre et de garantir la sécurité et l'intégrité des installations civiles et humanitaires et de leur personnel, de s'abstenir de les identifier, pour quelque motif que ce soit, comme des objectifs militaires et de respecter les principes du droit international humanitaire.

Nous ne saurions ne pas exprimer notre préoccupation face au grand nombre de déplacés qui, selon le rapport du Secrétaire général, a augmenté de plus de 32 000 personnes dans le pays au cours de la période considérée, portant à plus de 200 000 le nombre

de personnes déplacées année. Nous appelons à des efforts concertés pour appuyer le retour des citoyens et leur réintégration durable; à cette fin, les organisations internationales doivent fournir un appui concret et tangible aux réfugiés et déplacés afghans, afin de faciliter leur retour volontaire et en toute sécurité.

Par ailleurs, nous saluons le travail que le Service de la lutte antimines de l'ONU continue de réaliser en Afghanistan, en prodiguant enseignement et formation dans les centres de transit, afin de garantir que les réfugiés qui regagnent leurs lieux d'origine soient au fait de la présence de mines antipersonnel, d'engins explosifs improvisés et de restes explosifs de guerre, et des risques qu'ils représentent. Cela étant, le danger que représente les mines antipersonnel, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés sur le terrain a déjà entraîné une hausse du nombre de victimes par rapport aux incidents recensés l'an dernier. En conséquence, nous demandons que la résolution 2365 (2017) soit appliquée d'urgence et que l'on continue d'apporter au Service de la lutte antimines un appui dans l'élimination de ces engins explosifs, qui portent atteinte à la sécurité de la population.

La Bolivie remercie la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de l'action qu'elle mène en apportant un soutien logistique et technique au processus dirigé par l'Afghanistan et en appuyant les initiatives démocratiques et gouvernementales en faveur d'un règlement pacifique du conflit. Nous réaffirmons l'importance cruciale d'encourager la coopération régionale, car c'est un moyen efficace de promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement socioéconomique en Afghanistan. De même, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude et notre reconnaissance aux divers organismes des Nations Unies pour le travail qu'ils accomplissent pour apporter une aide humanitaire dans un contexte très difficile compte tenu des risques élevés auxquels ils sont confrontés dans l'exécution de leurs tâches.

Enfin, nous tenons à dire notre appui au dialogue politique de Kaboul et nous réaffirmons que cette situation ne pourra pas être réglée par la voie militaire. Au contraire, ce dialogue doit être un processus sans exclusive, dirigé par et pour le peuple afghan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Éthiopie.

Nous remercions le Représentant spécial, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé détaillé sur le dernier rapport du Secrétaire général (S/2017/783) concernant la situation globale en Afghanistan et les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous tenons à remercier le Secrétaire général de son rapport, qui met en relief les principales difficultés auxquelles l'Afghanistan est confronté sur les plans de la politique et de la sécurité. Nous sommes heureux de compter le Ministre afghan des affaires étrangères parmi nous aujourd'hui et d'avoir eu l'occasion de l'écouter.

Nous prenons bonne note de la nouvelle dynamique politique qui est apparue dans les domaines de la politique et de la sécurité, en particulier s'agissant de la consolidation de l'autorité au sein du Gouvernement d'unité nationale, ainsi que du fait que le Président Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah sont parvenus à se mettre d'accord sur diverses questions, notamment sur les nominations à des postes de haut niveau. Nous prenons également acte du fait que le Gouvernement a progressé dans la mise en œuvre de son programme de réforme, en particulier dans le domaine de la lutte contre la corruption – mais nous ne minimisons toutefois pas les complications existantes s'agissant de la situation politique.

Il ne fait aucun doute que la température politique va augmenter dans les prochains mois, en amont des élections législatives et des élections des conseils de district prévues en juillet 2018, selon l'annonce de la Commission électorale indépendante. Il est encourageant que de nombreux groupes d'opposition semblent décidés à prendre part aux prochaines élections. Il sera extrêmement important de créer le climat politique propice à la tenue d'élections pacifiques et crédibles. Il faut espérer que les conditions de sécurité ne seront pas un obstacle majeur à la réalisation de cet objectif. À cet égard, le pays doit relever un défi véritablement redoutable.

Comme l'a dit le Secrétaire général, le fait qu'il n'y ait pas eu d'avancée notable dans les négociations entre le Gouvernement et les Taliban reste une difficulté de taille. Il convient de ne pas oublier les conditions de vie dans les zones rurales, où les Taliban semblent avoir intensifié leurs activités. Nous apprécions les efforts déployés par la MANUA pour continuer son dialogue officiel avec les Taliban et avec trois autres initiatives de paix locales, afin de trouver une solution politique au conflit qui se poursuit. Il est indubitable que la

sécurité et la stabilité à long terme de l'Afghanistan ne pourront être garanties qu'au travers d'un processus politique global et sans exclusive, mené et contrôlé par les Afghans. Nous convenons avec le Secrétaire général qu'un environnement régional propice à un processus de paix dirigé par les Afghans est de fait indispensable. Le rôle des pays de la région est également très critique pour créer les conditions nécessaires à la lutte contre le terrorisme et à la promotion des efforts de paix. À cet égard, nous prenons note des efforts bilatéraux et multilatéraux du Gouvernement afghan avec ses voisins et d'autres pays de la région. La promotion de la coopération régionale permettra assurément de faire progresser la paix, la sécurité et le développement en Afghanistan et dans la région. Nous prenons également note des progrès graduels réalisés avec le Pakistan. Nous espérons qu'ils seront renforcés.

L'Afghanistan est confronté à d'énormes problèmes d'ordre sécuritaire, social et économique. Sans la poursuite d'une croissance économique et d'un développement inclusifs, il n'y aura ni paix ni sécurité durables. C'est pourquoi il faut appuyer les efforts continus du Gouvernement visant à détailler ses priorités en matière de développement dans 10 programmes prioritaires nationaux portant sur 10 secteurs, comme prévu dans le Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan. Les efforts déployés par la MANUA pour promouvoir la paix, la réconciliation et le dialogue et appuyer le développement en Afghanistan, dans le plein respect de la souveraineté du pays, ainsi que le leadership du Gouvernement afghan et sa prise en main des affaires nationales restent très importants.

Je voudrais, pour conclure, exprimer notre soutien et notre solidarité au Gouvernement afghan dans la tâche herculéenne qui est la sienne pour relever les multiples défis qui se posent au pays en vue de promouvoir la paix, la réconciliation et le développement. Je tiens également à exprimer notre reconnaissance à la MANUA pour son rôle continu à l'appui de ces efforts et pour toute l'énergie qu'elle déploie, dans des circonstances difficiles, pour s'acquitter de son mandat.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole à la représentante du Pakistan.

Mme Lodhi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2017/783), ainsi que le Représentant spécial, M. Tadamichi Yamamoto, de son exposé aujourd'hui.

Le Pakistan partage la préoccupation de tous concernant la gravité de la situation en Afghanistan. Le rapport du Secrétaire général souligne le fait que le peuple afghan continue d'être en proie à une détérioration de la situation politique, économique et sécuritaire du pays. L'incapacité du Gouvernement à contrôler le commerce des stupéfiants et la contrebande d'armes ne fait qu'aggraver la situation. C'est avec un profond regret que je suis dans l'obligation de rejeter les insinuations faites par le Ministre afghan des affaires étrangères visant à mon pays. Les sources fondamentales de l'insécurité qui règne en Afghanistan se trouvent à l'intérieur du pays, et non à l'extérieur. Le Gouvernement afghan serait donc mieux avisé de se concentrer plus sérieusement sur les difficultés qui persistent dans le pays et d'œuvrer à un changement de cap plutôt que de blâmer les autres.

Le rapport du Secrétaire général fait état de l'expansion de la présence de Daech en Afghanistan, notamment dans les provinces de Kounar et Nangarhar. Il mentionne également son influence accrue dans les provinces septentrionales et occidentales. Ce sont là des signes inquiétants pour la sécurité afghane et la stabilité régionale, en particulier pour les voisins immédiats de l'Afghanistan. Comme le Gouvernement afghan l'a lui-même a reconnu, plus de 20 organisations terroristes opèrent sur son sol, notamment Tehrik-e-Taliban Pakistan, également connu sous l'acronyme de TTP, et Jamaat-ul-Ahrar (JUA). Ces organisations mènent des attaques terroristes à l'intérieur de mon pays et constituent une menace pour les autres voisins de l'Afghanistan.

La guerre et les troubles en Afghanistan ces quatre dernières décennies ont frappé notre région et y ont propagé l'extrémisme et le terrorisme. Hormis le peuple afghan lui-même, c'est le Pakistan qui a payé le plus lourd tribut. Le terrorisme, le commerce d'armes et de stupéfiants et l'afflux de millions de réfugiés afghans ont sapé la sécurité de mon pays et freiné sa croissance économique et son développement. Le Pakistan a un intérêt vital dans la consolidation de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Nous avons appuyé et continuerons d'appuyer tous les efforts régionaux et internationaux visant à promouvoir un règlement pacifique du conflit interne en Afghanistan.

Pour sa part, la Pakistan a mené une guerre couronnée de succès contre le terrorisme. Nos opérations militaires, la plus grande campagne de lutte

contre le terrorisme au monde, avec la participation de plus de 200 000 de nos soldats, ont permis d'écraser et d'éliminer les groupes terroristes dans nos régions frontalières et dans nos villes. Nous avons payé un lourd tribut. Au total, 27 000 civils et soldats ont été tués et 50 000 blessés, dont beaucoup sont mutilés à vie. Nos pertes économiques au cours des dernières années sont estimées à 120 milliards de dollars.

Hélas, le Pakistan continue d'être la cible d'attaques terroristes lancées depuis de l'autre côté de la frontière afghano-pakistanaise par le TTP, le JUA et d'autres groupes liés à l'État islamique, qui opèrent depuis des sanctuaires et des refuges en Afghanistan. Nous exhortons le Gouvernement afghan et les forces de la coalition à prendre des mesures décisives pour éliminer les sanctuaires dont bénéficient les terroristes en Afghanistan. Le Pakistan, pour sa part, a pris des mesures pour renforcer les contrôles aux frontières et mettre fin aux attaques terroristes perpétrées contre lui. Nous attendons du Gouvernement afghan et des forces de la coalition qu'ils coopèrent pleinement afin de mettre un terme aux attaques transfrontalières lancées depuis l'Afghanistan contre notre pays.

Le Secrétaire général a affirmé l'existence, au sein de la communauté internationale, d'un consensus très fort selon lequel il n'y a pas de solution militaire au conflit en Afghanistan. Un processus de paix entre le Gouvernement afghan et les insurgés afghans doit être encouragé et pleinement soutenu. Un dialogue intra-afghan ne peut être couronné de succès que si le Gouvernement afghan lui-même fait sien le consensus mondial selon lequel la paix ne peut être obtenue que par la négociation, et non pas par la force des armes. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan peut jouer un rôle crucial dans l'établissement de ce consensus à Kaboul.

Le Pakistan exhorte également les Taliban à renoncer à la violence et à accepter de reprendre les pourparlers dans le cadre d'un ou de plusieurs forums de négociation. Un accord de désescalade du conflit et un règlement négocié offrent la meilleure chance de mettre fin aux souffrances du peuple afghan et de rétablir la paix et le calme en Afghanistan et dans la région. Toutefois, comme le Premier Ministre de mon pays l'a déclaré à l'Assemblée générale la semaine dernière (voir A/72/PV.14), ce que le Pakistan n'est pas prêt à faire, c'est faire la guerre de l'Afghanistan sur son propre sol. Nous ne pouvons accepter une stratégie qui a échoué à maintes reprises dans le passé et qui ne ferait que prolonger et intensifier les souffrances du peuple afghan et déstabiliser davantage la région.

Nous estimons que la stratégie de rétablissement de la paix en Afghanistan doit être axée sur les trois éléments suivants. Premièrement, il faut un effort coordonné pour contenir et vaincre Daech et Al-Qaida ainsi que leurs associés, notamment le TTP, le JUA, le Mouvement islamique du Turkestan oriental et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Deuxièmement, il faut promouvoir un dialogue soutenu entre le Gouvernement afghan et les Taliban afghans et d'autres insurgés disposés à négocier un règlement pacifique. Troisièmement, des mesures efficaces doivent être prises pour prévenir les attaques transfrontières commises par des terroristes et des militants depuis ou vers l'Afghanistan.

Le Pakistan demeure engagé à fournir toute l'assistance possible à ses frères et sœurs afghans, notamment en facilitant le transit des importations et exportations afghanes par le biais de ses ports, en aidant à la construction de projets d'infrastructure grâce aux 500 millions de dollars que nous nous sommes engagés à verser à Bruxelles, et en offrant notre assistance aux forces afghanes pour assurer la sécurité du pays. Nous pensons que la réunion la semaine dernière ici à New York entre les Ministres des affaires étrangères de nos deux pays a ouvert une fenêtre de tir pour travailler ensemble sur les questions économiques et de sécurité dans notre intérêt mutuel.

Les liens religieux, culturels, historiques et géographiques qui unissent les peuples pakistanais et afghan sont forts et immuables. Ils survivront aux épisodes d'interventionnisme et de manipulation de l'extérieur. Le Pakistan a lutté avec le peuple afghan pour défendre sa liberté contre l'occupation et les interventions étrangères. Nous appuyons fermement la souveraineté de l'Afghanistan. Nous sommes fermement opposés à son utilisation dans des jeux géopolitiques. Si certains peuvent se permettre d'orchestrer une guerre par procuration pour déstabiliser l'Afghanistan et ses voisins, pour le Pakistan, la stabilité de l'Afghanistan est vitale pour sa propre paix, sa propre stabilité et ses propres progrès.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. Van Oosteroom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je m'associe à la déclaration qui sera prononcée tout à l'heure par l'observateur de l'Union européenne.

Je me joins aux autres orateurs pour remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé et complet (S/2017/783). Je remercie également le Représentant spécial, M. Yamamoto, de son travail dévoué, et le Ministre des affaires étrangères, M. Rabbani, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur Saikal, pour sa déclaration.

Je tiens également à souligner les remarques faites par mon collègue italien, en particulier en ce qui concerne la gouvernance, dans le contexte du mandat que nos pays se partagent au Conseil de sécurité en 2017 et 2018.

Je vais mettre l'accent sur trois questions à l'occasion du présent débat : la sécurité, notre engagement et l'examen de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Ma première observation porte sur les conditions de sécurité en Afghanistan et la coopération régionale. Nous saluons l'action des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes; elles sont les principales responsables de la sécurité en Afghanistan. L'aggravation des conditions de sécurité dans le pays est cependant inquiétante. Nous avons constaté une augmentation du nombre de violations des droits de l'homme, de victimes civiles et de déplacés, le tout du fait de l'instabilité.

En conséquence, nous estimons que, pour que l'Afghanistan prospère, il est crucial de poursuivre les efforts de stabilisation. La stabilisation, la paix et la réconciliation ne peuvent être réalisées qu'au moyen d'un processus politique auquel participent des acteurs engagés. Être engagé signifie que l'on s'abstient de soutenir les éléments qui ralentissent le processus de paix et font obstacle à la stabilisation en Afghanistan et dans la région. Nous estimons qu'il faut faire avancer le processus de paix en renforçant la participation des groupes insurgés à des pourparlers de paix sérieux et directs avec le Gouvernement afghan. Nous félicitons en particulier le Président Ghani d'avoir engagé des pourparlers, notamment avec le Gouvernement pakistanais.

Ma deuxième observation concerne notre engagement continu en faveur de l'Afghanistan. Le Royaume des Pays-Bas demeure déterminé à appuyer le développement de l'Afghanistan. Nous versons une contribution annuelle d'environ 60 millions d'euros, qui est axée sur le rétablissement de l'ordre juridique et de la sécurité, conformément aux priorités nationales de l'Afghanistan. Nous exhortons le Gouvernement afghan à intensifier ses efforts pour mener des réformes nécessaires et à continuer de collaborer étroitement avec les organisations de la société civile internationale et nationale. Ces organisations peuvent contribuer à la mise en œuvre de ces engagements.

En outre, le Royaume réitère l'importance de la participation des femmes et des jeunes au processus de paix; un point qui a également été souligné par le représentant de la Suède. Nous nous félicitons que huit femmes supplémentaires aient intégré le Haut Conseil pour la paix, et nous saluons la création d'un conseil consultatif pour les jeunes. En outre, nous saluons l'attachement personnel du Président Ghani à l'égalité des sexes en tant que priorité clef de son gouvernement.

Cela m'amène à ma troisième observation, à savoir l'examen stratégique de la MANUA. Nous remercions le Secrétaire général de son rapport de fond sur l'examen stratégique de la MANUA (S/2017/696) et de ses recommandations concernant l'avenir de la Mission. Nous apprécions vivement l'action de la MANUA et nous attachons de l'importance à la présence des Nations Unies dans tout le pays. Une forte présence doit être maintenue dans les provinces. Le Royaume des Pays-Bas convient avec le Secrétaire général que l'Afghanistan n'est pas un pays se relevant d'un conflit. Ainsi, la première priorité de la communauté internationale en matière d'appui à l'Afghanistan reste l'appui à la paix et à la stabilité. Comme vous venez de le souligner à titre national, Monsieur le Président, le processus de paix doit être dirigé par les Afghans. Dans ce contexte, je tiens à souligner la nécessité que la MANUA continue d'œuvrer au renforcement de la coordination entre les donateurs. Il faut élaborer un plan résolu pour guider l'interaction entre les donateurs, les institutions des Nations Unies et la société civile.

Je tiens également à souligner un domaine auquel le Royaume des Pays-Bas porte un intérêt particulier, compte tenu de ses efforts, à savoir le renforcement de l'état de droit en Afghanistan. L'examen stratégique recommande de supprimer le Groupe de l'état de droit de la MANUA. Selon nous, cette mesure ne doit être prise que si les compétences en matière d'état de droit sont correctement intégrées à la Division des affaires politiques de la MANUA. À notre avis, il faut veiller à ce que les activités de la composante politique de la Mission soient axées sur les effets des projets dans le domaine de l'état de droit.

Pour conclure, le Royaume des Pays-Bas est un partenaire de longue date de l'Afghanistan – un

partenaire pour la paix, la justice et le développement. Nous restons déterminés à soutenir l'Afghanistan durant une décennie où sa prise de contrôle et de responsabilités ne vont cesser d'augmenter. Dans cet esprit de partenariat, le peuple afghan peut être assuré que nous nous tiendrons à ses côtés. Durant son mandat au Conseil de sécurité en 2018, le Royaume des Pays-Bas continuera d'appuyer l'Afghanistan sur la base de cette même vision, de cet engagement et de ce partenariat.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Blanchard (Canada) : Monsieur le Président, merci de me donner l'occasion de m'adresser au Conseil de sécurité. Le Canada tient à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, d'avoir fait le point sur la situation. Il s'agissait d'une intervention fort éclairante.

Je dirais aussi, d'entrée de jeu, que le Canada souscrit entièrement aux propos du Royaume des Pays-Bas, mais j'aimerais ajouter certaines autres points. J'aimerais d'abord parler de certains aspects cruciaux de l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

D'abord et avant tout, cet examen a fait ressortir, comme l'ont dit les Pays-Bas, que l'Afghanistan n'est pas un pays se relevant d'un conflit, mais plutôt un pays en conflit où peu de signes laissent présager une amélioration de la situation. À cela s'ajoute la montée de l'extrémisme dans toute la région grâce au soutien de réseaux criminels et aux revenus provenant de la production d'opium. En 2017, les combats dans ce pays se sont intensifiés, faisant un nombre inacceptable de victimes parmi la population civile. Cet examen stratégique montre aussi que la croissance démographique et l'urbanisation entraînent une augmentation du nombre de jeunes chômeurs en milieu urbain, et que ceux-ci présentent un risque de radicalisation. En outre, il est constaté que la pauvreté s'accentue et que la corruption porte atteinte à la confiance du public dans le Gouvernement. Par ailleurs, malgré des progrès importants en faveur des droits des femmes afghanes, celles-ci n'ont toujours pas un statut égal à celui des hommes.

Face à ces enjeux, le Canada souscrit à la mise en œuvre de plusieurs des recommandations issues de l'examen stratégique, qui contribueront au processus de paix. Pour leur part, le Gouvernement afghan et l'opposition armée, y compris les Taliban, doivent engager des pourparlers de paix. Il faut aussi que les acteurs régionaux et internationaux défendent l'intérêt commun, qui consiste à assurer la stabilité régionale et à créer des conditions favorables à la paix. De même, nous devons maintenir notre soutien à la prestation de services essentiels aux Afghans pour que ceux-ci puissent progresser sur la voie de l'autonomie et d'une paix durable. Pour renforcer la confiance du public, il est primordial que des élections parlementaires aient lieu en 2018 et que l'élection présidentielle ait lieu en 2019, comme prévu.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Le Canada appuie pleinement un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. J'espère que le processus de paix de Kaboul portera ses fruits et que l'Afghanistan sera bientôt débarrassé de la violence qui a récemment marqué le pays. En outre, la participation des femmes au processus de paix et de réconciliation est essentielle. L'examen stratégique a fait ressortir qu'il est essentiel de continuer à mettre l'accent sur la protection des civils en période de conflit armé, la promotion de l'égalité des sexes et l'élimination de la violence contre les femmes.

Le Canada salue la décision qui a été prise de transférer le poste de conseiller principal pour la problématique hommes-femmes au Bureau du Représentant spécial. Nous espérons que cette mesure permettra aux femmes de participer véritablement à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'aux processus politiques, et qu'elle améliorera la représentation des femmes au sein des structures de gouvernance. Pour que la paix, la sécurité et le développement prennent racine et perdurent en Afghanistan, les femmes doivent rejoindre les hommes au centre des structures de prise de décisions à tous les niveaux de la politique, de la société et de l'économie afghanes.

Enfin, je réitère la profonde préoccupation du Canada devant la détérioration continue des conditions de sécurité en Afghanistan, en particulier l'augmentation du nombre de victimes parmi les civils et les travailleurs humanitaires déjà recensée en 2017. Nous sommes atterrés par cette tendance. Les déplacements de civils, la vulnérabilité croissante et le nombre élevé de victimes civiles sont inacceptables. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'incidence de l'instabilité et de l'insécurité sur les femmes et les enfants. Nous comptons sur les voisins et les partenaires de l'Afghanistan pour continuer de collaborer avec

le Gouvernement afghan afin de renforcer la stabilité régionale et de réduire la violence dans le pays.

Nous encourageons également la MANUA, le Gouvernement afghan, les pays voisins et la communauté internationale à renforcer leur collaboration pour garantir le développement des infrastructures de base et l'accès à l'énergie. Cela ferait une réelle différence pour le peuple afghan, pour la stabilité de la région et pour sa sécurité. Le Canada se tient aux côtés du peuple afghan- en particulier des femmes et des filles afghanes- tandis qu'il cherche à s'assurer un avenir plus sûr, plus prospère et plus pacifique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yamamoto, pour son exposé détaillé, ainsi que pour ses efforts inlassables et ceux de son personnel.

L'Allemagne s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

L'Afghanistan continue d'exiger notre attention conjointe et dévouée. L'Allemagne reste pleinement engagée à soutenir le peuple afghan, sans délais artificiels.

La stabilité à long terme dans la région ne peut être atteinte que par un processus global de paix et de réconciliation. Nous sommes d'accord avec les conclusions du rapport spécial sur l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (S/2017/696), qui souligne que la Mission doit accorder la priorité à la stabilité politique et créer un environnement propice à la conclusion d'un accord de paix dirigé par l'Afghanistan. Des solutions durables ne seront possibles qu'en réunissant tous les instruments pour la résolution et la prévention des conflits dans une stratégie politique cohérente. Cela correspond à l'approche en faveur d'une paix durable et aux efforts de réforme du Secrétaire général, que l'Allemagne appuie fermement. Tout ceci doit se faire de manière cohérente et bien coordonnée.

Le seul moyen de mettre fin aux souffrances du peuple afghan est de réaliser une paix durable. Lorsque nous citons les tristes statistiques relatives aux victimes civiles, nous ne devons pas oublier que derrière chaque statistique se trouve une tragédie personnelle. Il reste encore beaucoup à faire pour protéger les éléments les plus vulnérables de la société afghane. Nous espérons que la politique nationale de prévention et d'atténuation des pertes civiles sera mise en œuvre rapidement.

Nous condamnons les attaques suicides contre les mosquées chiites à Herat le 1er août et à Kaboul le 25 août, qui ont été menées juste avant la fête musulmane d'Eid al-Adha et ont fait plus de 110 morts. Ces attaques visent clairement à provoquer des divisions sociales, ethniques et religieuses au sein de la société afghane et nous appelons tous les citoyens afghans à ne pas céder à de telles provocations mais à rester unis pour faire face aux menaces terroristes.

L'annonce par la Commission électorale indépendante de la tenue d'élections législatives et d'élections des conseils de district pour le 7 juillet 2018 est une étape très importante. La tenue d'élections transparentes, équitables et crédibles est un élément indispensable à un avenir pacifique et stable en Afghanistan. Les conflits doivent être résolus au Parlement et non sur le champ de bataille. Mais cela ne peut être réalisé que s'il existe une confiance dans le système électoral. L'Allemagne est prête à aider l'Afghanistan dans ce processus et encourage le Gouvernement d'unité nationale à procéder aux réformes électorales attendues.

Je souhaiterais conclure en réitérant le soutien total de l'Allemagne au rôle crucial joué par la MANUA et les organismes des Nations Unies actifs en Afghanistan. Nous nous félicitons des résultats de l'examen stratégique, qui vise à optimiser la structure de la MANUA et à la renforcer encore davantage. Nous recommandons une mise en œuvre rapide. L'Allemagne se félicite de la décision de maintenir la présence de la MANUA sur le terrain en Afghanistan, car c'est l'une des manifestations les plus visibles de notre engagement commun et de celui de la MANUA envers le peuple afghan. À la suite du retrait du Groupe consultatif sur les questions de police, du Groupe de l'état de droit et du Groupe consultatif militaire, l'Allemagne espère que les tâches importantes de ces groupes seront pleinement intégrées dans les activités de base de la MANUA.

En tant que Présidente du Groupe de contact international sur l'Afghanistan, l'Allemagne salue tout particulièrement les efforts de la MANUA visant à renforcer la cohésion entre les acteurs internationaux et régionaux en Afghanistan. L'Allemagne reste déterminée à soutenir l'Afghanistan, en étroite coopération avec le Gouvernement afghan et nos partenaires internationaux, et se félicite des efforts visant à favoriser la coopération

régionale et internationale en faveur de la paix menés dans le cadre du Processus de Kaboul.

Le Président (*parle en anglais*) : je donne la parole au représentant de la Turquie.

M. Begeç (Turquie) (*parle en anglais*) : Nous remercions également le représentant spécial, M. Yamamoto, pour son exposé, et S.E.M. Salahuddin Rabbani, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, pour sa déclaration.

Nous tenons également à remercier le Secrétaire général pour son rapport complet sur la situation en Afghanistan (S/ 2017/783) et pour son rapport spécial sur l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (S/2017/696).

Nous saluons le rôle joué par la MANUA qui appuie le peuple afghan et coordonne les efforts des acteurs internationaux. Nous continuerons d'appuyer les activités et les efforts de la MANUA à cet égard.

Les acquis des 15 dernières années en Afghanistan doivent être consolidés. Par conséquent, le soutien continu de la communauté internationale au cours de la décennie de la transformation est crucial. La communauté internationale a réitéré son soutien à l'Afghanistan au Sommet de l'OTAN à Varsovie et à la Conférence de Bruxelles l'année dernière. Il est essentiel de respecter les engagements pris en faveur de l'Afghanistan.

La détérioration de la situation sécuritaire et la présence de Daech dans le pays continuent d'être une source de préoccupation. Nous applaudissons les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes pour leur position résolue contre le terrorisme. Nous reconnaissons leurs sacrifices. La Turquie continuera à soutenir le Gouvernement afghan dans sa lutte contre le terrorisme et dans ses efforts pour instaurer la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays.

Nous attachons une grande importance au fonctionnement du Gouvernement d'unité nationale. L'unité de tous les secteurs de la société afghane est la clé du succès de nos efforts pour parvenir à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Afghanistan. Une plus grande fragmentation de la société afghane nuirait autant aux efforts du Gouvernement afghan qu'aux intérêts de la communauté internationale.

Nous sommes heureux de constater que la nouvelle stratégie des États-Unis pour l'Afghanistan démontre clairement que l'Afghanistan ne sera pas seul dans sa lutte contre le terrorisme. Nous constatons également avec satisfaction que la nouvelle stratégie comporte des perspectives de règlement politique, qui pourrait inclure des éléments des Taliban.

Une coopération accrue entre les pays de la région est impérative pour le succès de l'Afghanistan. Nous croyons fermement qu'une telle coopération ne peut être assurée que par le dialogue et un engagement plus fort. En fait, c'est la région elle-même qui a le plus grand rôle, le plus d'intérêt et la responsabilité la plus importante dans l'établissement et le maintien d'un Afghanistan sûr, prospère et pacifique.

La Turquie maintiendra sa contribution à la sécurité et au développement de l'Afghanistan, ainsi que son soutien aux efforts de paix dirigés et contrôlés par les Afghans. Notre soutien aux efforts consentis par le Gouvernement afghan en faveur de la sécurité et du développement se poursuivra, notamment par le biais de plateformes multilatérales, telles que le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie ».

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Al Habib (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais exprimer mon appréciation à l'Éthiopie pour la convocation du présent débat, au Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan pour sa déclaration, et à M. Yamamoto, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour son exposé sur le rapport le plus récent du Secrétaire général, tel qu'il figure dans le document S/2017/783.

Comme l'a observé le Secrétaire général lors de sa première visite à Kaboul, la paix et la sécurité restent des défis à l'instauration de la stabilité et d'un développement durable en Afghanistan. Selon le rapport le plus récent du Secrétaire général, le conflit se poursuit sans relâche dans tout le pays. Plus de 16 290 incidents liés à la sécurité ont été enregistrés au cours des huit premiers mois de l'année, ce qui représente une augmentation de 3 % par rapport à la même période en 2016 et malheureusement le bilan le plus élevé enregistré depuis 2001. Plus d'une décennie après l'invasion de l'Afghanistan, la région et le monde ne sont guère plus sûrs. Je me dois de répéter une fois de plus que la détérioration de la sécurité en Afghanistan a des racines plus profondes et que cette situation ne

peut être corrigée uniquement par un renforcement de l'appareil militaire, comme certains le suggèrent.

Les Taliban et l'État islamique auto-proclamé d'Iraq et du Levant- province du Khorasan poursuivent leurs attaques odieuses contre la population civile. Ils se renforcent, ils recrutent et ils mènent des attaques complexes, comme les attaques contre une mosquée chiite à Hérat les 1er et 25 août qui ont tué plus de 90 et 28 personnes, respectivement, ou l'attaque d'août dans la province de Sari Pul, qui a fait au moins 36 morts. Comme à Hérat, la majorité des victimes documentées étaient chiites.

La prolifération des groupes terroristes sur le territoire afghan appelle un effort international concerté en matière de lutte contre le terrorisme. Le monde doit faire face à cette menace croissante de manière globale. La communauté internationale doit maintenir son appui au Gouvernement d'unité nationale et l'aider dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que dans ses efforts pour régler les problèmes complexes en matière de sécurité, de politique, d'économie et de développement auxquels il est confronté.

Notre appui au Gouvernement d'unité nationale est indéfectible. Nous accueillons favorablement tout progrès dans la mise en place d'un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans conduisant à une paix durable et globale dans le pays et la région. C'est que l'Iran a à cœur d'avoir un Afghanistan pacifique et prospère comme voisin. En effet, la sécurité en Afghanistan a une influence à la fois directe et indirecte sur la sécurité à nos frontières et dans la région. C'est dans ce contexte que l'Iran s'est félicité des conférences de paix organisées à Moscou et à Kaboul cette année, auxquelles il a d'ailleurs participé, et continue de prendre une part active aux réunions du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie ».

Le renforcement de notre coopération régionale avec l'Afghanistan est une priorité et un moyen majeur de consolider la paix et de garantir le développement économique et la stabilité dans la région. L'accord trilatéral de Chabahar entre l'Iran, l'Inde et l'Afghanistan et le projet de ligne ferroviaire entre Khaf et Hérat sont deux grands projets en cours dans le domaine des transits. Nous sommes convaincus qu'ils sont susceptibles de faire évoluer les perspectives économiques régionales de l'Afghanistan. De telles initiatives régionales dans le domaine de l'infrastructure peuvent être un moyen important d'assurer le développement et la stabilité en Afghanistan. Nous continuons également d'avoir un rôle actif par l'intermédiaire de mécanismes tels que le Processus d'Istanbul. Au cours de la période considérée, nous avons repris les négociations sur un accord bilatéral global de coopération stratégique avec le Gouvernement afghan, qui vise à améliorer la coopération dans les domaines de la sécurité, de l'économie, des réfugiés, de la culture et de l'éducation. La première réunion des cinq comités techniques a été organisée à Téhéran pour discuter de tous les problèmes.

En ce qui concerne les efforts antidrogue, nous interprétons toute augmentation de la production de stupéfiants comme l'expression de l'insécurité et de la pauvreté qui règnent. L'Iran est en première ligne dans la lutte contre les stupéfiants. Nous avons proposé des programmes de culture de substitution et des moyens de subsistance de remplacement pour dissuader les agriculteurs afghans de cultiver l'opium. Une coopération et un soutien internationaux plus solides et l'engagement des donateurs, des autorités afghanes et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sont indispensables pour contrer la menace que représentent les stupéfiants en tant que problème sanitaire et social, mais surtout en tant que source majeure de revenus permettant aux groupes extrémistes et terroristes de financer leurs efforts de recrutement. À cet égard, nous insistons sur l'impact positif du renforcement de la coopération régionale et des réponses communes pour lutter contre les drogues illicites et la criminalité transnationale organisée.

L'Iran accueille des centaines de milliers de réfugiés afghans depuis plus de trois décennies. Ils ont accès aux mêmes services largement subventionnés que les Iraniens, y compris les produits de base et les services publics. En outre cette année, 100 000 enfants afghans ont pu s'inscrire dans nos écoles, indépendamment de leur statut légal ou de celui de leurs parents. Aux termes du décret publié aujourd'hui par le Guide suprême, aucun enfant afghan en Iran, même s'il est en situation illégale, ne peut être privé d'éducation et les écoles ont l'obligation d'accepter tous les enfants.

Nous continuons également de participer aux travaux de la Commission tripartite afin de planifier le rapatriement volontaire, sûr, digne et progressif des réfugiés afghans. La réussite des rapatriements librement consentis va dépendre avant tout de la satisfaction des besoins élémentaires des réfugiés rentrant en Afghanistan, ce qui met en avant la nécessité d'un soutien international plus important. Une approche plus coordonnée entre le Gouvernement, les donateurs

et l'ONU ainsi qu'une stratégie globale pour répondre aux besoins combinés des déplacés et des rapatriés sont indispensables pour que le retour des réfugiés afghans soit un succès.

Nous appuyons la MANUA et les organismes des Nations Unies dans leurs efforts pour fournir une aide au développement et à la reconstruction en Afghanistan grâce à un engagement véritable de l'ONU dans un partenariat soutenu avec le pays. Nous devons utiliser le mandat de la MANUA et ses bons offices pour renforcer les institutions et les capacités nationales dans les domaines prioritaires, comme l'a demandé le Gouvernement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Akbaruddin (Inde) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat sur la situation en Afghanistan et de nous donner l'occasion d'aborder une question qui constitue un aspect très important du débat sur la paix et la sécurité au Conseil de sécurité. Nous remercions l'Ambassadeur Yamamoto de ses réflexions sur la situation actuelle.

Nous avons été heureux d'entendre le Ministre afghan des affaires étrangères prendre tout à l'heure la parole devant le Conseil. Nous avons accueilli M. Rabbani à Delhi plus tôt ce mois-ci à l'occasion de la deuxième réunion du Conseil de partenariat stratégique Inde-Afghanistan. Pour l'Inde, le partenariat stratégique et l'amitié avec l'Afghanistan sont une profession de foi. Il ne s'agit pas d'une relation ou d'un engagement comme un autre, mais d'un lien spirituel et civilisationnel. Amie de l'Afghanistan, l'Inde soutient l'appel que le Ministre Rabbani a lancé à la communauté internationale pour qu'elle aide son pays à consolider les acquis engrangés par les Afghans au cours des 15 dernières années.

De son côté, l'Inde vient de lancer un nouveau partenariat de développement avec l'Afghanistan. Nous allons commencer à mettre en œuvre des projets à fort impact dans tout l'Afghanistan, qui seront financé grâce au 1 milliard de dollars d'aide au développement annoncé l'année dernière. L'accent sera mis sur la construction d'infrastructures pour le développement socioéconomique, l'amélioration des capacités des institutions de gouvernance et la promotion des compétences et des capacités des ressources humaines. Nous accueillons favorablement l'annonce par le Ministre Rabbani de la candidature de l'Afghanistan aux élections au Conseil des droits de l'homme qui se tiendront plus tard cette année, candidature que nous soutenons. Le terrorisme est à l'origine des plus graves violations des droits de l'homme, et le peuple afghan n'en a que trop souffert.

Nous avons pris note du rapport du Secrétaire général sur l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (S/2017/696). Nous prenons également acte de l'analyse du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et accueillons positivement ses conclusions, en particulier celles relatives au volet politique de la Mission en Afghanistan. Par ailleurs, nous nous félicitons des efforts du Secrétaire général pour remédier aux problèmes de fonctionnement de la MANUA, qui reste la plus grande mission politique spéciale des Nations Unies, tous pays confondus. Nous espérons qu'ils permettront de renforcer le rôle d'appui de l'ONU et d'améliorer les résultats dans tous les domaines relevant de son mandat. Ce travail doit être entrepris en consultation régulière avec le Gouvernement afghan. Nous espérons avoir des discussions avec les acteurs concernés dans le cadre de ce processus que nous entendons appuyer de toutes les manières possibles.

Dans la mise en œuvre de nos efforts collectifs ici à l'ONU ainsi que dans d'autres instances multilatérales, nous devons veiller à favoriser le renforcement de la souveraineté et de la stabilité de l'Afghanistan, qui sont les deux éléments que les insurgés terroristes et antigouvernementaux tentent de saper depuis leurs refuges de l'autre côté de la frontière afghane. Ce dont l'Afghanistan a besoin, ce n'est pas qu'on lui dise quoi faire, mais qu'on l'appuie dans ses efforts. Les Afghans doivent être libres de décider quels sont leurs besoins et ce qu'ils veulent faire. Qu'elles concernent l'engagement politique et militaire de l'Afghanistan avec ses partenaires ou les divergences au sein de sa classe politique, les solutions et l'approche doivent être dirigées et contrôlées par les Afghans et eux seuls.

La situation en Afghanistan demeure particulièrement difficile et inquiétante, avec des conditions de sécurité qui se détériorent et des signes évidents de remise en cause des progrès obtenus par la communauté internationale et les Afghans. Les attaques incessantes contre les hôpitaux, les écoles, les cérémonies funèbres, les agences internationales de développement et les missions diplomatiques sont très préoccupantes. Les crises multiples qui ont été infligées à l'Afghanistan ont rendu le territoire afghan attirant pour les groupes criminels et terroristes, qui ont

de solides liens avec le terrorisme international et les réseaux criminels. Ces groupes volent les ressources de l'Afghanistan, qui devraient appartenir à la population du pays. La communauté internationale doit d'abord et avant tout veiller à ce que les forces du terrorisme et de l'extrémisme ne trouvent pas de sanctuaires et de zones de sécurité, où que ce soit et à quelque niveau que ce soit. Nous ne devons pas faire de distinction entre bons et mauvais terroristes ni dresser un groupe contre l'autre. Les Taliban, le Réseau Haqqani, Al-Qaida, Daech, Lashkar-e-Tayyiba, Jaish e Mohammed et d'autres groupes de la même engeance sont tous des organisations terroristes, dont beaucoup sont proscrites par l'Organisation des Nations Unies. Elles doivent être traitées comme des organisations terroristes, sans que leurs activités bénéficient d'une quelconque justification.

Nous appuyons la détermination de l'Afghanistan à surmonter ses problèmes de sécurité, et la volonté de nombreux membres de la communauté internationale de résoudre efficacement la question des zones de sécurité dont bénéficient les organisations terroristes qui posent une menace à la région et au-delà. Pour sa part, le Conseil de sécurité doit prendre des mesures concernant les fonds que les terroristes s'assurent en Afghanistan grâce à leurs activités illicites. À cet égard, nous souhaiterions que le Conseil examine la manière dont le régime de sanctions établi en vertu de la résolution 1988 (2011) peut également être utilisé pour tirer parti des progrès réalisés dans le processus de paix. Ces instruments sont importants et doivent être pleinement exploités.

Encore une fois, nous vous remercions, Monsieur le Président, pour vos efforts et nous attendons avec intérêt de nouvelles occasions semblables d'aider nos amis afghans dans leurs efforts pour instaurer la paix et la stabilité dans leur pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

Mme Wilson (Australie) (*parle en anglais*) **:** L'Australie accueille avec satisfaction les recommandations issues de l'examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), sur lequel je concentrerai aujourd'hui mes observations. Cet examen indique la voie à suivre pour rendre l'action des Nations Unies en Afghanistan plus stratégique, souple, cohérente et ciblée. La communauté internationale a consacré une bonne partie de l'année 2017 à réfléchir sur l'efficacité de ses approches en Afghanistan et y a apporté quelques modifications importantes pour souligner la primauté de l'objectif de la paix.

Tout en notant les difficultés de mise en œuvre, l'Australie appuie les propositions de restructuration de l'activité de la Mission des Nations Unies concernant les piliers politique, développement et droits de l'homme, pour mieux permettre à la MANUA de poursuivre ses objectifs ultimes de parvenir à une paix durable en Afghanistan et de rendre le pays autonome. L'Australie appelle l'ensemble du système des Nations Unies en Afghanistan à travailler de façon constructive et cohérente pour permettre à cette vision d'exister et y participer.

L'Australie est favorable à un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. Nous encourageons l'Afghanistan à poursuivre ses efforts, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, afin de créer les conditions propices à la paix, notamment au consensus politique et à l'inclusion.

Les pays de la région ont un rôle crucial à jouer dans tout accord de paix, dont les avantages profiteront à terme non seulement à l'Afghanistan mais également à ses voisins. L'examen constate que le consensus international sur l'Afghanistan, qui était un facteur clef des premiers succès, se fragilise, ce qui doit nous inciter à renouveler notre engagement à garantir la paix dans la région et pour la région. Nous encourageons nos amis dans la région à faire passer la stabilité stratégique à long terme avant les avantages tactiques à court terme.

L'Australie se félicite de la proposition de maintenir une large présence de la MANUA sur le terrain. Nous soulignons l'importance des bureaux locaux pour la sensibilisation, la mise en œuvre du programme et la visibilité, en particulier en ce qui concerne les préoccupations relatives aux droits de l'homme et l'alerte rapide, notamment les nouveaux besoins humanitaires. De manière plus générale, nous sommes favorables à ce que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle plus important dans le renforcement de la coordination des donateurs, afin de mieux faire coïncider l'aide avec les priorités de l'Afghanistan et d'améliorer le contrôle, la coordination et la cohérence.

L'Australie salue la proposition de subordonner le poste de Conseiller principal pour l'égalité des sexes au Représentant spécial du Secrétaire général, reflétant ainsi le caractère central de la sensibilisation à l'égalité des sexes dans nos activités les plus diverses. Appuyer l'autonomisation des femmes est une mission essentielle

du programme d'aide australien en Afghanistan depuis 2002. Notre programme de suppression de la violence à l'égard des femmes appuie la prestation de services aux femmes touchées par la violence, l'accès à la justice, les changements d'attitude de la communauté, et défend les droits des femmes. Cette année, notre Premier Ministre a annoncé un ensemble de mesures pour l'autonomisation des femmes et des filles dont le coût s'élève à 30 millions de dollars, pour financer la phase 2 et continuer d'aider les enfants afghans, en majorité des filles dans les zones rurales et reculées, à accéder à l'éducation de base.

Comme l'examen y invite, l'Australie reconnaît le travail important des organismes des Nations Unies et de leur personnel en Afghanistan et les remercie pour leur étroite coopération en tant que partenaires du développement et de la diplomatie, qui accèdent à certaines parties du pays et prennent contact avec diverses parties prenantes qui sont critiques pour l'avenir de l'Afghanistan. Nous encourageons tous les organismes des Nations Unies en Afghanistan à travailler ensemble dans un esprit de coopération afin d'appliquer pleinement l'examen de la MANUA.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

M. Dabouis : J'ai l'honneur de parler au nom de l'Union européenne et de ses 28 États membres. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine, le Moldava et la Géorgie, s'associent à la présente déclaration.

Je remercie le Secrétaire général de son rapport (S/2017/783), ainsi que le Représentant spécial Yamamoto de son exposé. Je remercie aussi le Ministre Rabbani de son intervention.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Comme elle l'a indiqué à plusieurs reprises, l'Union européenne reconnaît pleinement le rôle crucial joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et par tous les organismes des Nations Unies pour aider le peuple afghan, favoriser la paix et la réconciliation, surveiller la situation des droits de l'homme et promouvoir ces droits, et coordonner l'assistance de la communauté internationale. L'Union européenne reste pleinement déterminée à appuyer un processus dirigé et contrôlé par les Afghans. Ce processus doit inclure tous les Afghans – hommes et femmes – et doit préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, ainsi que l'égalité des droits de tous les Afghans conformément à la Constitution.

L'Union européenne appuie le Processus de Kaboul pour la coopération en faveur de la paix et de la sécurité et d'autres efforts internationaux visant à établir un véritable processus de paix et de réconciliation afghan. Le Processus de Kaboul peut également encourager la poursuite des discussions entre l'Afghanistan et les pays voisins pour accroître la coopération régionale. Nous encourageons le Gouvernement afghan à s'engager dans un processus politique avec les Taliban et d'autres groupes d'opposition afghans afin de parvenir à un règlement politique durable. Nous saluons également toute initiative visant à créer un environnement propice à un tel processus et nous appelons toutes les parties à s'engager dans des solutions constructives.

Le 24 juillet, le communiqué conjoint que nous avons adopté sur les éléments pour une stratégie de l'Union européenne en Afghanistan a montré la façon dont, selon nous, celle-ci peut appuyer l'Afghanistan. Elle est axée sur quatre domaines prioritaires essentiels à la réalisation de progrès en Afghanistan, à savoir promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité régionale; renforcer la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme et promouvoir la bonne gouvernance et l'autonomisation des femmes; appuyer le développement économique et humain; et relever les défis liés aux migrations.

Le communiqué conjoint fait suite à la Conférence sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Bruxelles en octobre 2016, à la signature en février 2017 d'un nouvel accord de coopération UE-Afghanistan sur le partenariat et le développement, et à la nomination d'un Envoyé spécial en Afghanistan en juin dernier. Le mois prochain, les ministres des affaires étrangères devraient adopter les mesures proposées dans le communiqué conjoint. Dans ce contexte, je voudrais également faire mention de la nouvelle stratégie des États-Unis sur l'Afghanistan et l'Asie du Sud. Comme par le passé, l'Union européenne continuera d'œuvrer de concert avec les États-Unis et la communauté internationale à l'appui d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables en Afghanistan.

Garantir le respect des droits de l'homme et la tenue d'élections démocratiques reste au cœur de toutes les actions de l'Union européenne dans le pays.

Une réunion de haut niveau entre l'Union européenne et l'Afghanistan sur les droits de l'homme a eu lieu à Kaboul le 14 août, avec plus de 80 participants. Cette réunion a souligné les prochaines mesures que les autorités afghanes devront prendre pour avancer dans le domaine de la protection des droits de l'homme. Les droits de l'homme seront dorénavant au menu du dialogue structuré entre l'Union européenne et l'Afghanistan au titre de l'Accord de coopération pour le partenariat et le développement.

S'agissant des élections, l'UE et ses États membres saluent l'annonce par la Commission électorale indépendante de la date des élections législatives en Afghanistan, arrêtée au 7 juillet 2018. Des efforts conjoints vont être maintenant déployés pour veiller à ce que ces élections se tiennent bien à la date prévue de manière démocratique, inclusive, transparente et crédible. Il y a encore beaucoup à faire; en particulier, des décisions clefs sur les réformes électorales doivent être encore prises et mises en œuvre par les autorités afghanes en temps opportun. L'UE et ses États membres restent déterminés à appuyer le processus électoral en Afghanistan. L'UE a approuvé dernièrement un projet de 3,5 millions d'euros pour renforcer les institutions électorales afghanes; cela vient en complément de l'assistance électorale existante et future de l'Union européenne en Afghanistan.

Les efforts conjoints d'édification de l'État et de développement déployés en Afghanistan doivent tirer parti du renforcement de la coopération régionale pour s'attaquer tant aux menaces terroristes communes qu'aux défis communs liés au développement durable. À cet égard, l'UE appuie fortement des forums régionaux comme le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » et la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan pour faciliter la coopération entre tous les acteurs régionaux.

La migration demeure un sujet très important dans nos discussions avec les autorités afghanes. L'Action conjointe Union européenne-Afghanistan pour le futur sur les questions migratoires, complétée par les accords bilatéraux conclus entre les États membres de l'UE et l'Afghanistan sur la migration, donne de bons résultats, et nous devons ensemble poursuivre et renforcer sa mise en œuvre. Notre dialogue global avec l'Afghanistan vise aussi à remédier aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés ainsi qu'à veiller à la réintégration durable des rapatriés. L'assistance dans ce domaine a été renforcée ces deux dernières années par des mesures visant à faciliter la réintégration durable des rapatriés et des déplacées, la cohésion socioéconomique des groupes de rapatriés au sein des communautés hôtes, ainsi que le renforcement de la capacité du Gouvernement de gérer la migration et de lutter contre la traite et le trafic d'êtres humains. Depuis l'année dernière, environ 200 millions euros ont été dégagés pour aider l'Afghanistan à relever les défis liés aux migrations et aux déplacements forcés, notamment s'agissant de la dimension régionale de la situation des réfugiés afghans.

En juillet, la MANUA a indiqué que le nombre de civils tués et blessés dans le conflit en Afghanistan au cours des six premiers mois de 2017 s'est maintenu aux mêmes niveaux record de l'année dernière. Les dommages extrêmes causés aux civils se sont poursuivies alors le bilan en pertes humaines découlant des attentats-suicides et l'impact sur les femmes et les enfants n'ont cessé de s'alourdir. Nous demandons à toutes les parties de tout mettre en œuvre pour protéger la population civile, en particulier les femmes et les enfants.

Nous devons aussi continuer de préserver le rôle essentiel des organismes humanitaires et de respecter leur impartialité et l'espace humanitaire alors qu'elles répondent aux besoins les plus pressants des plus vulnérables. Vu la menace que représentent pour la population les nombreuses mines et engins explosifs improvisés, l'Union européenne encourage aussi l'Afghanistan à poursuivre le déminage au rythme actuel.

(*l'orateur reprend en français*)

Pour terminer, nous continuons de considérer la MANUA comme un partenaire clef pour atteindre une paix durable en Afghanistan. La MANUA joue un rôle inestimable afin de garantir le soutien le plus large possible de la communauté internationale à un processus conduit par les Afghans, pour les Afghans. L'Union européenne continuera d'appuyer ces efforts par tous les moyens à sa disposition. À ce titre, et comme déjà annoncé, je souhaiterais indiquer que le nouveau Représentant spécial de l'Union européenne en Afghanistan, M. Roland Kobia, a désormais pris ses fonctions. Son action visera à promouvoir la coopération régionale afin d'avancer vers une paix durable et d'étendre la contribution de l'Union européenne à la stabilité, à la sécurité et au développement de l'Afghanistan et de la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : La Belgique s'associe bien entendu à la déclaration de l'Union européenne qui vient d'être faite. Je voudrais pour ma part souligner les points suivants.

Plus que jamais, il est aujourd'hui crucial d'assurer les conditions propices à la stabilité et au dialogue. Et nous saluons les efforts du Gouvernement afghan à cet égard. En outre, nous pensons que les acteurs régionaux doivent démontrer leur engagement en faveur de la paix en Afghanistan et traduire cet engagement par des actes concrets.

Nous saluons les recommandations avancées par l'examen stratégique, qui mettent à nouveau l'accent sur la coordination, par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), entre les différents bailleurs internationaux et le Gouvernement afghan. La Belgique sera attentive à la manière dont cette recommandation sera mise en œuvre en pratique.

La Belgique espère que les élections législatives auront lieu comme prévu, dans un contexte de sécurité acceptable et avec un taux de participation satisfaisant, en particulier pour ce qui concerne les femmes, et ce, tant comme électrices que comme candidates.

Il est important que le travail de la MANUA prenne en compte les engagements évolutifs des partenaires internationaux. Le but ultime de ces partenariats doit toujours être la paix et la stabilisation de l'Afghanistan, qui sont des conditions indispensables pour le bien-être des Afghans.

Enfin, j'aimerais aussi évoquer la situation des enfants en Afghanistan. Trois groupes armés, ainsi que la Police nationale afghane, sont listés pour le recrutement d'enfants. La détention d'enfants demeure une préoccupation. Les Taliban quant à eux se rendent coupables d'attaques contre des écoles et des centres médicaux. Nous appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire, et encourageons le Gouvernement à intensifier la lutte contre l'impunité lors de violations.

Pour conclure, je voudrais réitérer le soutien de la Belgique à l'Afghanistan, à son gouvernement ainsi qu'à la MANUA.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Afghanistan a demandé la parole pour faire une déclaration supplémentaire. Je la lui donne maintenant.

M. Rabbani (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Ce qu'on a entendu le représentant du Pakistan dire tout à l'heure n'est qu'une énième tentative de détourner l'attention de la communauté internationale de son soutien ouvert et explicite au terrorisme et à l'extrémisme violent. Tous ceux qui sont ici aujourd'hui connaissent bien la dynamique sécuritaire en Afghanistan et dans la région, et je ne devrais donc pas avoir à parler en détail de l'utilisation à long terme et bien ancrée de la terreur et de l'extrémisme violent par le Pakistan comme instrument de politique étrangère.

Le principal facteur d'insécurité en Afghanistan est par conséquent lié directement à l'exportation en Afghanistan depuis le Pakistan de groupes violents agissant pour son compte. Comme nous l'avons dit la semaine dernière à l'Assemblée générale (voir A/72/PV.6), ces faits ont été vérifiés par différents membres de la coalition internationale présents en Afghanistan. C'est sur cette base que l'Afghanistan a demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures spécifiques en défense de la Charte des Nations Unies.

Avec tout ce que l'Afghanistan et le Pakistan ont en commun, comme l'a si admirablement souligné le représentant du Pakistan, nous avons à cœur de voir un dialogue véritable et global d'État à État sur la paix, la sécurité et la prospérité. Nous espérons voir un engagement constructif plutôt qu'une poursuite du déni plausible auquel on est habitué et des tentatives diverses de changer de discours au moyen d'images, faits et chiffres fallacieux et déformés. Ce genre de comportement ne sert aucunement la cause de la paix. La politique de tromperie n'a pas d'avenir. Le Pakistan devrait saisir l'occasion pour changer de cap et choisir plutôt la voie de l'adhésion à la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant du Pakistan a demandé la parole pour faire une déclaration supplémentaire. Je lui donne maintenant la parole.

M. Usman (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous regrettons que le Représentant permanent de l'Afghanistan ait de nouveau choisi de blâmer le Pakistan pour les problèmes internes de son pays. Nous rejetons ces insinuations. Le Pakistan n'acceptera pas d'être le bouc émissaire d'autres pays pour leurs échecs. Nous demandons au Gouvernement afghan de coopérer avec le Gouvernement pakistanais dans le même esprit que celui qui a caractérisé la réunion tenue récemment par nos deux Ministres des affaires étrangères pour s'attaquer aux problèmes économiques et de sécurité dans l'intérêt de nos deux pays.

La séance est levée à 18 heures.